

DROIT ADMINISTRATIF

SUPPLÉMENT À LA REVUE
DE DÉCEMBRE 2016

55^E ANNÉE - ISSN 0419-7461

SOUS LA DIRECTION DE :

Paul LIGNIÈRES, Benoît PLESSIX et
Jacques-Henri STAHL

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, François BRENET,
Gweltaz EVEILLARD, Pascale IDOUX

TABLES ANNUELLES 2016

Table des auteurs (page 1)

**Table des études, chroniques
et actes de colloque**..... (page 6)

Index alphabétique général..... (page 8)

Table chronologique de jurisprudence (page 15)

Table alphabétique du nom des parties..... (page 18)

Table des pratiques (page 21)

Table chronologique des textes..... (page 22)

RÉCAPITULATIFS

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 12
Études	n° 1 et 2
Commentaires	n° 1 à 6

FÉVRIER

Repère	n° 2
Alertes	n° 13 à 20
Études	n° 3 et 4
Commentaires	n° 7 à 12

MARS

Repère	n° 3
Alertes	n° 21 à 34
Étude	n° 5
Chronique	n° 1
Commentaires	n° 13 à 19
Pratique	n° 1

AVRIL

Repère	n° 4
Alertes	n° 35 à 47
Études	n° 6 à 8
Commentaires	n° 20 à 26
Pratique	n° 2

MAI

Repère	n° 5
Alertes	n° 48 à 63
Études	n° 9 et 10
Commentaires	n° 27 à 34
Pratique	n° 3

JUIN

Repère	n° 6
Alertes	n° 64 à 79
Étude	n° 11
Commentaires	n° 35 à 43

Pratique	n° 4
----------	------

JUILLET

Repère	n° 7
Alertes	n° 80 à 95
Étude	n° 12
Chronique	n° 2
Commentaires	n° 44 à 47
Pratique	n° 5

AOÛT/SEPTEMBRE

Repère	n° 8
Alertes	n° 96 à 109
Actes de colloque	n° 1 à 8
Commentaires	n° 48 à 50
Pratique	n° 6

OCTOBRE

Repère	n° 9
Alertes	n° 110 à 123

Étude	n° 13
Chronique	n° 3
Commentaires	n° 51 à 54
Pratique	n° 7

NOVEMBRE

Repère	n° 10
Alertes	n° 124 à 137
Étude	n° 14
Commentaires	n° 55 à 60
Pratique	n° 8

DÉCEMBRE

Repère	n° 11
Alertes	n° 138 à 154
Études	n° 15 et 16
Chronique	n° 4
Commentaires	n° 61 à 66

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Février	n° 2
Mars	n° 3
Avril	n° 4
Mai	n° 5
Juin	n° 6
Juillet	n° 7
Août/Septembre	n° 8
Octobre	n° 9
Novembre	n° 10
Décembre	n° 11

ALERTE

Janvier	n° 1 à 12
Février	n° 13 à 20
Mars	n° 21 à 34
Avril	n° 35 à 47
Mai	n° 48 à 63
Juin	n° 64 à 79
Juillet	n° 80 à 95
Août/Septembre	n° 96 à 109
Octobre	n° 110 à 123

Novembre	n° 124 à 137
Décembre	n° 138 à 154

ACTES DE COLLOQUE

Août/Septembre	n° 1 à 8
----------------	----------

ÉTUDE

Janvier	n° 1 et 2
Février	n° 3 et 4
Mars	n° 5
Avril	n° 6 à 8
Mai	n° 9 et 10
Juin	n° 11
Juillet	n° 12
Octobre	n° 13
Novembre	n° 14
Décembre	n° 15 et 16

CHRONIQUE

Mars	n° 1
Juillet	n° 2
Octobre	n° 3
Décembre	n° 4

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 6
Février	n° 7 à 12
Mars	n° 13 à 19
Avril	n° 20 à 26
Mai	n° 27 à 34
Juin	n° 35 à 43
Juillet	n° 44 à 47
Août/Septembre	n° 48 à 50
Octobre	n° 51 à 54
Novembre	n° 55 à 60
Décembre	n° 61 à 66

PRATIQUE

Mars	n° 1
Avril	n° 2
Mai	n° 3
Juin	n° 4
Juillet	n° 5
Août/Septembre	n° 6
Octobre	n° 7
Novembre	n° 8

Droit Administratif

REVUE MENSUELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Directrice de rédaction :
Katia Chassagne
katia.chassagne@lexisnexis.fr

Directeurs :
Paul Lignières, avocat à la cour
(Linklaters)
Benoît Plessix, professeur à
l'université Panthéon-Assas
(Paris II)
Jacques-Henri Stahl, conseiller
d'État

Comité de rédaction :
Michel Bazex, professeur
émérite de droit public de
l'université Paris Ouest Nanterre
La Défense
François Brenet, professeur de
droit public à l'université de
Poitiers

Gweltaz Eveillard, professeur
de droit public à l'université
Rennes I
Pascale Idoux, professeur
de droit public à l'université de
Montpellier

Rédactrice en chef :
Angélique Azzi
Tél. : 01 45 58 92 46
angeli.azzi@lexisnexis.fr

Secrétaire d'édition :
Claire Hennebelle
Tél. : 01 45 58 93 69
claire.hennebelle@lexisnexis.fr

Publicité : IM Régie, Caroline Spire
104 Avenue du Général Michel Bizot,
75012 Paris
Tél. : 01 40 24 13 35
c.spire@impub.fr

Abonnement annuel 2016
France métropolitaine : 296,09 € TTC
Prix de vente au numéro : 35,74 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 313,20 € HT
Prix de vente au numéro : 38,50 € HT
Offre spéciale étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

Relations clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr

www.lexisnexis.fr
LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 1219 T 85747
N° Impr. 5625
N° Éd. 5692
Dépôt légal à parution



Tristan AUREAU, maître des requêtes

- Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger (*Vie publique*) étude 16 (déc.)

Simon AYRAULT, avocat

- La responsabilité du Centre national de gestion du fait de l'absence d'évaluation d'un agent (*Responsabilité du centre national de gestion*) comm. 24 (avr.)

Louis BAHOUAGNE, docteur en droit

- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) chron. 1 (mars)
..... chron. 3 (oct.)

Frédéric BALAGUER, doctorant contractuel en droit public à l'université Toulouse 1 Capitole

- Constitutionnalité d'une servitude de non-utilisation saisonnière des chalets d'alpage et bâtiments d'estive (*Servitude de non utilisation saisonnière des chalets d'alpage et bâtiments d'estive*) comm. 66 (déc.)

Cyrille BARDON, avocat associé, Cabinet Bardon & de Fay

- Conclusion d'une convention de Projet urbain partenarial dans le cas d'une pluralité de maîtres d'ouvrages publics (*Urbanisme*) prat. 5 (juill.)

Emmanuelle BARON, avocate

- La procédure du sursis à statuer de l'article L. 600-5-1 du Code de l'urbanisme en vue de la régularisation d'un permis de construire (*Urbanisme*) prat. 2 (avr.)
- Arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées : l'intérêt public majeur, un équilibre raisonnable (*Espèces protégées*) comm. 4 (janv.)

Cécile BARROIS DE SARIGNY, maître des requêtes au Conseil d'État

- L'architecture du Code des relations entre le public et l'administration (*Code des relations entre le public et l'administration*) actes de colloque 3 (août-sept.)
- À partir du 1^{er} juin 2016, des règles de retrait et d'abrogation des actes administratifs plus simples (*Acte administratif*) alerte 64 (juin)

Michel BAZEX, professeur émérite (droit public) à l'université de Paris X

- Le renforcement du contrôle de la régulation exercé par les autorités administratives et les juges (*Régulation du marché de la téléphonie mobile*) comm. 6 (janv.)
- Le contentieux de l'indemnisation des personnes publiques victimes de pratiques anticoncurrentielles (*Régulation des contrats administratifs*) comm. 19 (mars)
- Régulation tarifaire en matière de gaz (*Énergie*) comm. 65 (déc.)

Adrien BELAL-CORDEBAR, licencié en droit, université Paris Ouest Nanterre La Défense

- De la continuité du service public de la distribution d'eau au regard de la distribution et de la fourniture d'énergie (*Continuité du service public de la distribution d'eau*) comm. 33 (mai)

Alexandre BELLOTTI, ATER à l'université de Montpellier, CREAM (EA 2038)

- Chronique de l'Atelier JurisData des Agences (*Agences de l'État*) chron. 2 (juill.)

Yasmina BENKRID, avocat au barreau de Montpellier

- Accouchements à domicile et assurance des sages-femmes : le Bureau central de tarification doit exercer

la plénitude de ses pouvoirs (*Bureau central de tarification*) comm. 8 (févr.)

Agnès BLANC, docteur en droit

- Les règles générales de procédure contentieuse applicables en l'absence de texte devant les juridictions administratives (*Contentieux*) étude 6 (avr.)

Pierre-Adrien BLANCHET, ATER en droit public à l'université Paris 2

- Chronique de l'Atelier JurisData des Agences (*Agences de l'État*) chron. 2 (juill.)

Jean-Sébastien BODA, docteur en droit public, chargé d'enseignement - universités Paris Ouest Nanterre La Défense et Jules Verne Picardie

- De la conciliation du droit de grève avec l'objectif de préservation de l'ordre public économique (*Limitation du droit de grève*) comm. 16 (mars)
- La responsabilité du Centre national de gestion du fait de l'absence d'évaluation d'un agent (*Responsabilité du centre national de gestion*) comm. 24 (avr.)
- De la continuité du service public de la distribution d'eau au regard de la distribution et de la fourniture d'énergie (*Continuité du service public de la distribution d'eau*) comm. 33 (mai)

Julien BONNET, professeur à l'université de Montpellier, CERCOP

- Les juges constitutionnels et l'état d'urgence (*Conseil constitutionnel*) étude 15 (déc.)

Philippe BONNEVILLE, premier conseiller du tribunal administratif de Rennes

- L'intérêt à agir en urbanisme : le problème du champ d'application de l'article L. 600-1-2 du Code de l'urbanisme (*Intérêt à agir*) comm. 43 (juin)

Michel BOUDJEMAI, formateur IRTS Champagne Ardenne

- L'égalité en matière sociale dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel : mythe ou réalité ? (*Principes généraux du droit*) étude 8 (avr.)

Johann BOULLAY, juriste à la direction des affaires juridiques du ministère de la Défense

- Le traitement contentieux des informations sensibles pour la sûreté de l'État (*Informations sensibles pour la sûreté de l'État*) comm. 56 (nov.)

Hélène BRAS, avocat au barreau de Montpellier, docteur en droit public

- Remembrement rural et obligation de motivation (*Motivation des décisions des commissions départementales d'aménagement foncier*) comm. 7 (févr.)
- Permis d'exploiter les gaz de schiste : l'abrogation du permis de Montélimar annulée par le juge administratif (*Environnement*) comm. 15 (mars)

François BRENET, professeur à l'université de Poitiers (Institut de droit public EA 2623)

- Application pour l'avenir de la jurisprudence Département de Tarn-et-Garonne (*Recours en contestation de validité du contrat*) comm. 21 (avr.)
- L'absence d'affectation à une mission de service public d'un site exploité à des fins culturelles et touristiques (*Affectation d'un bien à une mission de service public*) comm. 29 (mai)
- Servitude conventionnelle de droit privé sur le domaine public constituée avant l'entrée en vigueur

- du Code général de la propriété des personnes publiques (*Servitude conventionnelle*) **comm. 39 (juin)**
- Contrat de partenariat du nouveau Stade de Bordeaux : précisions relatives au contenu de l'obligation d'information des élus et reconnaissance de l'accord autonome (*Contrats de partenariat*) **comm. 46 (juill.)**
- Jean CATTAN, docteur en droit**
- Chronique de l'Atelier JurisData des Agences (*Agences de l'État*) **chron. 2 (juill.)**
 - La mise à disposition des données de santé (*Santé*) **étude 9 (mai)**
- Maxence CHAMBON, maître de conférences en droit public, Laboratoire LEJEP, faculté de droit de Cergy-Pontoise**
- Renoncer à une guerre picocholine : retour sur la controverse jurisprudentielle relative au recours par les personnes publiques à l'arbitrage international (*Contentieux*) **étude 12 (juill.)**
- Maxime CHARITÉ, attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'université d'Orléans, CRJ Pothier**
- L'incompétence du juge du référé-liberté pour prescrire une mesure d'urgence au Conseil constitutionnel (*Contentieux administratif de l'urgence*) **comm. 55 (nov.)**
- Guylain CLAMOUR, professeur à l'université de Montpellier, directeur du CREAM (EA 2038)**
- Le nouveau droit des concessions (*Contrats*) **étude 5 (mars)**
- Marie CLÉMENDOT, avocat, Cabinet Bardon & de Faÿ**
- Conclusion d'une convention de Projet urbain partenarial dans le cas d'une pluralité de maîtres d'ouvrages publics (*Urbanisme*) **prat. 5 (juill.)**
- Ludivine CLOUZOT, maître de conférences à l'université de Montpellier, centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM) – EA 2038**
- La loi « Déontologie » (*Fonction publique*) **étude 13 (oct.)**
- Frédéric COLIN, maître de conférences, HDR de droit public, faculté d'Aix-en-Provence**
- Le formulaire, acte administratif structurant de la relation entre l'Administration et le public (*Administration*) **étude 3 (févr.)**
- Alberto CORDUAS, juriste et chargé d'enseignement à Paris, diplômé de l'université Federico II de Naples, diplômé et docteur au sein de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense et membre du Centre de recherches de droit public (CRDP)**
- Le recul du nucléaire face aux énergies renouvelables dans le cadre de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (*Loi relative à la transition énergétique*) **comm. 10 (févr.)**
- Maxime CORNILLE, avocat aux barreaux de Paris et de Barcelone**
- Liberté fondamentale et droit de propriété des personnes publiques : le contentieux (*Contentieux*) **comm. 2 (janv.)**
 - Résiliation d'une concession domaniale : il faut s'acclimater ! (*Résiliation d'une concession domaniale*) **comm. 22 (avr.)**
 - AOT : le conseil municipal décide, le maire exécute ! (*Autorisations d'occupation du domaine public*) **comm. 23 (avr.)**
 - Cession publique de biens du domaine privé ou le remake dans la Vallée d'Aure (*Domaine privé*) **comm. 52 (oct.)**
- Édouard CRÉPEY, maître des requêtes au Conseil d'État**
- Réflexions sur la jurisprudence Metro Holding (*Hiérarchie des normes*) **alerte 80 (juill.)**
- Vincent DAUMAS, rapporteur public**
- Le Conseil d'État accepte de se saisir d'actes de « droit souple » (*Recours contre les actes non*
- décisoires des autorités de régulation) **comm. 20 (avr.)**
- Lucien DELEYE, avocat au barreau de Lille, cabinet Bignon Lebray**
- GEMAPI : vers une clarification des responsabilités des élus et des personnes morales de droit public ? (*Responsabilité*) **prat. 7 (oct.)**
- Sophie DELIGIANNIS, avocat au barreau de Strasbourg**
- La compétence du juge administratif en matière de responsabilité solidaire des fabricants (*Responsabilité décennale des constructeurs*) **comm. 37 (juin)**
- Tatiana DISPERATI, ATER en droit public à l'université de Toulon, CDPC Jean-Claude Escarras (UMR-CNRS 7318 DICE)**
- Les limites de la décentralisation de la gestion des biens publics (*Collectivités territoriales*) **étude 11 (juin)**
- Gweltaz EVEILLARD, professeur à la faculté de droit et de science politique de Rennes, Institut du droit public et de la science politique**
- Le transfert des conventions d'occupation du domaine public (*Conventions d'occupation du domaine public*) **comm. 3 (janv.)**
 - La nature des mesures prononcées à l'égard des agents publics par leur chef de service (*Mesures d'ordre intérieur*) **comm. 5 (janv.)**
 - Précisions sur le principe d'incessibilité des propriétés publiques en dessous de leur valeur réelle (*Incassibilité des propriétés publiques en dessous de leur valeur réelle*) **comm. 9 (févr.)**
 - Les élections régionales ont bien eu lieu... (*Conventionnalité d'une loi*) **comm. 12 (févr.)**
 - Précision sur la condition d'affectation d'un bien à l'usage direct du public (*Affectation d'un bien à l'usage direct du public*) **comm. 13 (mars)**
 - L'« affaire Dieudonné » et la distinction entre police administrative et police judiciaire (*Mesures de police administrative générale*) **comm. 17 (mars)**
 - État d'urgence : les assignations à résidence devant le juge administratif et le Conseil constitutionnel (*État d'urgence*) **comm. 25 (avr.)**
 - Nouveaux développements sur la juridiction compétente pour connaître de l'action en responsabilité engagée par un agent public victime d'un dommage causé par un véhicule administratif (*Responsabilité de la personne publique par substitution à l'agent public fautif*) **comm. 27 (mai)**
 - Les mesures relevant de l'office du juge du référé-mesures utiles (suite) (*Référé-mesures utiles*) **comm. 28 (mai)**
 - La conventionnalité du régime contentieux des actes de gouvernement (*Acte de gouvernement*) **comm. 35 (juin)**
 - De l'action extérieure des collectivités territoriales (*Coopération décentralisée*) **comm. 36 (juin)**
 - Précisions sur la notion de mesures réglementaires relatives à l'organisation d'un service public (*Personne privée gestionnaire d'un service public industriel et commercial*) **comm. 44 (juill.)**
 - De l'art d'être étranger à sa propre cause... (*Qualité de partie à l'instance*) **comm. 45 (juill.)**
 - Ouvrage public et travaux privés (*Ouvrage public par accessoire*) **comm. 49 (août-sept.)**
 - L'absence de droit des administrés à obtenir la sanction d'un agent public (*Contrôle de la conventionnalité d'une loi organique*) **comm. 50 (août-sept.)**
 - Question prioritaire de constitutionnalité et question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne devant le juge administratif (*Rapport entre constitutionnalité et conventionnalité*) **comm. 51 (oct.)**
 - La résurrection de la domanialité publique virtuelle (*Domanialité publique virtuelle*) **comm. 53 (oct.)**

- Précisions sur le régime juridique des perquisitions administratives (*Perquisitions administratives*) **comm. 58 (nov.)**
 - Les limites de la moralité publique comme composante de l'ordre public (*Ordre public*) **comm. 59 (nov.)**
 - Le contentieux des décrets de déchéance de nationalité (*Décret de déchéance de nationalité*) **comm. 61 (déc.)**
 - Le délai pour agir devant le juge administratif (*Délai raisonnable*) **comm. 63 (déc.)**
- Nadia FORT, doctorante, université Montpellier 1, CREAM**
- Chronique de l'Atelier JurisData des Agences (Agences de l'État) **chron. 2 (juill.)**
- Arnaud GALLAND, avocat au barreau de Bordeaux**
- Précisions sur les conditions de mise en oeuvre de la garantie décennale (*Responsabilité décennale des constructeurs*) **comm. 18 (mars)**
- Anne GARDÈRE, avocat au barreau de Lyon**
- Composition des conseils communautaires et métropolitains : la guerre des sièges n'aura (peut-être) pas lieu (*Collectivités territoriales*) **étude 7 (avr.)**
- Olivier GOHIN, professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas Paris II**
- Le Code des relations entre le public et l'administration et l'outre-mer (*Code des relations entre le public et l'administration*) **actes de colloque 8 (août-sept.)**
- Pascale GONOD, professeur de droit public**
- Le Code des relations entre le public et l'administration : retour sur les difficultés de codifier la procédure administrative (*Code des relations entre le public et l'administration*) **actes de colloque 2 (août-sept.)**
- Olivier HENRARD, rapporteur public**
- Recours des tiers contre le contrat : la Révolution est achevée (*Contrats*) **alerte 21 (mars)**
- Kévin HOLTERBACH, avocat, SCP Bignon Lebray**
- Les prochaines échéances de la mise en oeuvre des schémas de coopération intercommunale (*Collectivités territoriales*) **prat. 4 (juin)**
- Sébastien HOURSON, maître de conférences à l'université Paris-Descartes (Centre Maurice Hauriou)**
- La ritournelle du droit médiocre (*Conseil d'État*) **alerte 124 (nov.)**
- Sylvain HUMBERT, premier conseiller au tribunal administratif de Montreuil**
- Une nouvelle ère pour les relations entre le public et l'Administration (*Administration*) **alerte 13 (févr.)**
- Pascale IDOUX, professeur à l'université Montpellier I, CREAM - Institut universitaire de France**
- Premiers effets concrets du nouveau recours en annulation des actes de droit souple (*Actes de droit souple*) **comm. 48 (août-sept.)**
- Nathanaël KOS'ISAKA, doctorant en droit à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense - Centre de recherche en droit public (CRDP)**
- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) **chron. 1 (mars)**
- Polina KOURALEVA-CAZALS, membre du Centre de recherches de droit public (CRDP) de l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense**
- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) **chron. 1 (mars)**
chron. 3 (oct.)
- Régis LANNEAU, maître de conférences en droit public, UPOND, CRDP, FIDES**
- La neutralité concurrentielle, nouvelle boussole du droit (public) économique ? (*Droit public économique*) **étude 1 (janv.)**
- Le renforcement du contrôle de la régulation exercé par les autorités administratives et les juges (*Régulation du marché de la téléphonie mobile*) **comm. 6 (janv.)**
 - Le contentieux de l'indemnisation des personnes publiques victimes de pratiques anticoncurrentielles (*Régulation des contrats administratifs*) **comm. 19 (mars)**
 - La difficile distinction entre marché de la maraude et réservation préalable (*Registre national de disponibilité des taxis*) **comm. 40 (juin)**
 - Les certificats d'économies d'énergie ne constituent pas des aides d'État (*Régulation environnementale*) **comm. 47 (juill.)**
 - Le problème de la preuve (*Aides d'État*) **comm. 60 (nov.)**
 - Régulation tarifaire en matière de gaz (*Énergie*) **comm. 65 (déc.)**
- Fabrice LEMAIRE, maître de conférences en droit public à l'université de la Réunion**
- Le service pénitentiaire au carrefour de différents régimes de responsabilité (*Administration pénitentiaire*) **comm. 26 (avr.)**
- Paul LIGNIÈRES, docteur en droit, avocat à la Cour, associé, responsable Droit public (Linklaters)**
- La COP21, les 195 États et nous... (*Environnement*) **repère 1 (janv.)**
 - Les 200 ans d'équilibre de la Caisse des dépôts (*Droit public économique*) **repère 2 (févr.)**
 - Aides d'État illégales : de la politique au droit (*Aides publiques économiques*) **repère 6 (juin)**
 - Le Brexit, l'Europe et le protectionnisme (*Union européenne*) **repère 9 (oct.)**
- Blanche LORMETEAU, docteur en droit public de l'université de Nantes**
- L'approfondissement de la définition des biens de retour révélant l'importance de l'intention des parties à l'aune des aléas technologiques (*Biens de retour*) **comm. 38 (juin)**
- Vincent MAZZOCCHI, membre du Centre de recherche sur le droit public (CRDP) de l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense**
- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) **chron. 3 (oct.)**
- Carole MONIOLLE, maître de conférences**
- Droit administratif et droit public financier (*Finances et comptabilité publiques*) **chron. 1 (mars)**
chron. 3 (oct.)
- Audrey de MONTIS, doctorante à l'université de Rennes 1 (faculté de droit et de science politique), Institut du droit public et de la science politique (IDPSP)**
- Faut-il vraiment étendre le régime de la responsabilité du fait des lois aux actes de Gouvernement ? (*Acte administratif*) **étude 4 (févr.)**
- Martin MORALES, doctorant au CREAM, université de Montpellier**
- Censure de la « garde biterroise » composée de volontaires qualifiés de collaborateurs occasionnels du service public (*Délégation prohibée d'une mission de police administrative*) **comm. 57 (nov.)**
- Alain MOYRAND, maître de conférences de droit public, université de la Polynésie française**
- Les nouvelles compétences réglementaires des communes de Polynésie française (*Polynésie française*) **comm. 1 (janv.)**
- Rozen NOGUELLOU, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris I)**
- Qui comprend ce qu'est l'état du droit dans les lotissements ? (*Urbanisme*) **alerte 1 (janv.)**
 - Plan de prévention des ruptures d'alimentation de produits pétroliers outre-mer

- (Ordre public économique) **alerte 2 (janv.)**
- Rapport d'observations particulièrement critique sur l'opération Paris Plages (*Collectivités territoriales*) **alerte 3 (janv.)**
 - Conventioanlité de l'interdiction du port du voile à une fonctionnaire (*Cour européenne des droits de l'homme*) **alerte 4 (janv.)**
 - La Cour européenne des droits de l'homme écarte un spectacle antisémite de la protection de la liberté d'expression (*Cour européenne des droits de l'homme*) **alerte 5 (janv.)**
 - Dialogue interreligieux (*Cultes*) **alerte 6 (janv.)**
 - Les salaires dans la fonction publique territoriale en 2013 (*Fonction publique*) **alerte 7 (janv.)**
 - Périmètre inconstructible autour des exploitations agricoles (*Urbanisme*) **alerte 8 (janv.)**
 - Ordre de juridiction compétent pour connaître du litige né de l'action tendant à l'annulation de communiqués de mise en garde publiés par l'Autorité des marchés financiers sur son site Internet et du refus de les rectifier (*Compétence administrative*) **alerte 9 (janv.)**
 - Action en garantie formée par une société titulaire d'un marché de travaux publics à l'égard de son sous-traitant (*Compétence judiciaire*) **alerte 10 (janv.)**
 - Action en responsabilité, dommage causé par un véhicule (*Compétence judiciaire*) **alerte 11 (janv.)**
 - Action en responsabilité pour ententes lors de la passation de marchés publics (*Compétence administrative*) **alerte 12 (janv.)**
- Romain PERRAY, chargé d'enseignement à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, avocat au barreau de Paris, fondateur d'ANDCO Avocats**
- La Cour de justice de l'Union européenne écarte la condition d'extemporanéité des préparations magistrales de pharmaciens (*Préparations magistrales de pharmaciens*) **comm. 32 (mai)**
- Thomas PERROUD, professeur à l'université Aix Marseille (Institut Louis Favoreu)**
- Chronique de l'Atelier JurisData des Agences (*Agences de l'État*) **chron. 2 (juill.)**
- Loïc PEYEN, ATER en droit public**
- Le risque requin, le droit et la société : scories sur l'encadrement d'un risque naturel (*Police*) **étude 2 (janv.)**
- Thierry PIETTE-COUDOL, avocat au barreau de Paris**
- Le dialogue électronique dans le Code des relations entre le public et l'Administration (*Formulaire administratif*) **prat. 1 (mars)**
- Sébastien PLATON, professeur de droit public, université de Bordeaux**
- Chronique de jurisprudence de droit administratif européen (année 2015) (*Droit administratif*) **chronique « un an de... » 4 (déc.)**
- Benoît PLESSIX, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)**
- Inhabituellement excessive, la doctrine, pourquoi ne le serait-elle pas ? (*Droit administratif*) **repère 3 (mars)**
 - De Craponne à Bordeaux (*Contrats*) **repère 5 (mai)**
 - Droit administratif et médias (*Libertés fondamentales*) **repère 8 (août-sept.)**
 - Clause minimum de compétence (*Collectivités territoriales*) **repère 11 (déc.)**
- Emmanuelle PRADA BORDENAVE, conseillère d'État**
- Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger. Présentation de l'étude adoptée par l'Assemblée générale plénière du Conseil d'État le 25 février 2016 (*Vie publique*) **étude 16 (déc.)**
- Alexis RAFFIER, doctorant contractuel, centre de droit et de politique comparés Jean-Claude Escarras, UMR-CNRS 7318**
- L'exemption individuelle des pratiques anticoncurrentielles en droit européen et français : quelle conception de l'intérêt général ? (*Concurrence*) **étude 10 (mai)**
- Cédric RAUX, avocat à la cour, docteur en droit**
- Restriction de l'intérêt à agir à l'encontre d'un permis de construire : le Code de justice administrative au soutien de la lutte contre les recours abusifs en droit de l'urbanisme (*Contentieux*) **comm. 42 (juin)**
- Gilles RICARD, rapporteur public**
- Gaz de schiste : le compromis impossible de la loi du 13 juillet 2011 (*Exploitation des gaz de schiste*) **comm. 14 (mars)**
- Pierre-Olivier RIGAudeau, doctorant contractuel**
- La généralisation du rescrit en droit administratif ? Pas pour tout de suite (*Procédure*) **alerte 35 (avr.)**
- Céline ROJANO, avocat au barreau de Paris, cabinet Cornet Vincent Segurel**
- Désignation d'un expert agréé par le CHSCT et commande publique (*Contrats*) **prat. 8 (nov.)**
- Christophe ROUX, ATER, université Jean-Moulin - Lyon 3**
- Gestion des gares ferroviaires de voyageurs et droit de la concurrence (*Transport*) **alerte 110 (oct.)**
 - Danthony, cinq ans après (*Acte administratif*) **alerte 138 (déc.)**
- Pierrick SALEN, docteur en droit, avocat au barreau de Paris, ANDCO Avocats**
- La Cour de justice de l'Union européenne écarte la condition d'extemporanéité des préparations magistrales de pharmaciens (*Préparations magistrales de pharmaciens*) **comm. 32 (mai)**
- Jean-Fabrice SAUTON, rapporteur public**
- La restauration des bâtiments présentant un intérêt patrimonial doit primer (*Constructibilité en zone naturelle*) **comm. 41 (juin)**
- Julia SCHMITZ, docteur en droit public, université Toulouse I Capitole, IMH**
- La rémunération du travail pénitentiaire : vers l'élaboration d'un statut du travailleur détenu ? (*Libertés fondamentales*) **étude 14 (nov.)**
- Arnaud SÉE, professeur de droit public à l'université d'Amiens, CURAPP-ESS**
- Le droit souple des autorités de régulation (*Contrôle des actes de droit souple*) **comm. 34 (mai)**
 - L'exécution de l'obligation de récupération des aides illégales ou de leurs intérêts (*Aides d'État*) **comm. 54 (oct.)**
- Jean SIRINELLI, professeur à l'université Paris-Est Créteil**
- Pourquoi un Code des relations entre le public et l'administration et non une Charte des droits fondamentaux des administrés ? (*Code des relations entre le public et l'administration*) **actes de colloque 7 (août-sept.)**
- Artem SOLOSHCHENKOV, ATER à l'université Paris-Dauphine, doctorant à l'université Panthéon-Assas**
- Chronique de l'Atelier JurisData des Agences (*Agences de l'État*) **chron. 2 (juill.)**
- Jacques-Henri STAHL, conseiller d'État**
- État d'urgence, État de droit (*État d'urgence*) **repère 4 (avr.)**
 - Égalité, équité (*Principes généraux du droit*) **repère 7 (juill.)**
 - « Open data » et jurisprudence (*Données publiques*) **repère 10 (nov.)**

Alain STÉPHAN, président de section, chambre régionale des comptes d'Île-de-France (1^{re} section)

- Le rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques : une volonté de maîtriser les dépenses qui ne parvient pas à se concrétiser (*Finances et comptabilité publiques*) **alerte 96 (août-sept.)**
- Le juge des comptes et l'exigence d'un contrat écrit pour passer un marché public : quelles précisions depuis l'arrêt sur le CCAS de Polaincourt ? (*Marchés publics*) **comm. 11 (févr.)**
- La prescription de l'action publique devant le juge des comptes est un moyen d'ordre public (*Responsabilité du comptable public*) **comm. 30 (mai)**

Tiffanie TABEAU, ATER en droit public à l'université d'Aix-Marseille, Laboratoire interdisciplinaire de droit des médias et des mutations sociales

- Close up sur la réforme de la classification des oeuvres cinématographiques (*Police spéciale du cinéma*) **comm. 31 (mai)**

Didier TRUCHET, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)

- Codifier la jurisprudence : réflexions à partir du Code des relations entre le public et l'administration (*Code des relations entre le public et l'administration*) **actes de colloque 5 (août-sept.)**

Charles VAUTROT-SCHWARZ, professeur à la faculté Jean Monnet (Sceaux) - université Paris Sud

- Codifier et définir. L'exemple des définitions dans le Code des relations entre le public et l'administration (*Code des relations entre le public et l'administration*) **actes de colloque 4 (août-sept.)**

Maud VIALETES, maître des requêtes au Conseil d'État, rapporteur public

- L'architecture du Code des relations entre le public et l'administration (*Code des relations entre le public*

et l'administration) **actes de colloque 3 (août-sept.)**

- À partir du 1^{er} juin 2016, des règles de retrait et d'abrogation des actes administratifs plus simples (*Acte administratif*) **alerte 64 (juin)**

Jean-Christophe VIDELIN, maître de conférences en droit public

- Globalité contractuelle et domaine public routier urbain (*Objet du contrat de délégation de service public*) **comm. 64 (déc.)**

Pierre VILLENEUVE, directeur régional achats, préfecture de région Bretagne, vice-président de l'Association nationale des juristes territoriaux (ANJT)

- Régime du lanceur d'alerte au sein de la fonction publique (*Fonction publique*) **prat. 3 (mai)**
- Régime et prévention du harcèlement moral dans la fonction publique (*Fonction publique*) **prat. 6 (août-sept.)**
- Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique : de nouvelles avancées en matière de transparence de l'action publique et économique (*Vie publique*) **alerte 48 (mai)**

Suzanne VON COESTER, rapporteur public, Conseil d'État

- Le Conseil d'État accepte de se saisir d'actes de « droit souple » (*Recours contre les actes non décisifs des autorités de régulation*) **comm. 20 (avr.)**

Aude ZARADNY, maître de conférences à l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, directrice de l'Institut d'études judiciaires

- Le Code des relations entre le public et l'administration est-il la lex generalis des relations entre l'Administration et le public ? (*Code des relations entre le public et l'administration*) **actes de colloque 6 (août-sept.)**

TABLE DES ÉTUDES, CHRONIQUES ET ACTES DE COLLOQUE

Acte administratif

- **Faut-il vraiment étendre le régime de la responsabilité du fait des lois aux actes de Gouvernement ?**,

par Audrey de MONTIS, doctorante à l'université de Rennes 1 (faculté de droit et de science politique), Institut du droit public et de la science politique (IDPSP)..... **étude 4 (févr.)**

Administration

- **Le formulaire, acte administratif structurant de la relation entre l'Administration et le public,**

par Frédéric COLIN, maître de conférences, HDR de droit public, faculté d'Aix-en-Provence..... **étude 3 (févr.)**

Agences de l'État

• **Chronique de l'Atelier JurisData des Agences,**
par Jean CATTAN, docteur en droit..... **chron. 2 (juill.)**

• **Chronique de l'Atelier JurisData des Agences,**
par Thomas PERROUD, professeur à l'université Aix Marseille (Institut Louis Favoreu)..... **chron. 2 (juill.)**

• **Chronique de l'Atelier JurisData des Agences,**
par Artem SOLOSHCHENKOV, ATER à l'université Paris-Dauphine, doctorant à l'université Panthéon-Assas..... **chron. 2 (juill.)**

• **Chronique de l'Atelier JurisData des Agences,**
par Pierre-Adrien BLANCHET..... **chron. 2 (juill.)**

• **Chronique de l'Atelier JurisData des Agences,**
par Nadia FORT, doctorante, université Montpellier 1, CREAM..... **chron. 2 (juill.)**

• **Chronique de l'Atelier JurisData des Agences,**
par Alexandre BELLOTTI, ATER à l'université de Montpellier, CREAM (EA 2038)..... **chron. 2 (juill.)**

Code des relations entre le public et l'administration

• **Le Code des relations entre le public et l'administration : retour sur les difficultés de codifier la procédure administrative,**
par Pascale GONOD, professeur de droit public..... **actes de colloque 2 (août-sept.)**

• **L'architecture du Code des relations entre le public et l'administration,**
par Cécile BARROIS DE SARIGNY..... **actes de colloque 3 (août-sept.)**

• **L'architecture du Code des relations entre le public et l'administration,**
par Maud VIALETTES, maître des requêtes au Conseil d'État, rapporteur public..... **actes de colloque 3 (août-sept.)**

• **Codifier et définir. L'exemple des définitions dans le Code des relations entre le public et l'administration,**
par Charles VAUTROT-SCHWARZ, professeur à la faculté Jean Monnet (Sceaux) - université Paris Sud..... **actes de colloque 4 (août-sept.)**

• **Codifier la jurisprudence : réflexions à partir du Code des relations entre le public et l'administration,**
par Didier TRUCHET, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... **actes de colloque 5 (août-sept.)**

• **Le Code des relations entre le public et l'administration est-il la lex generalis des relations entre l'Administration et le public ?**,
par Aude ZARADNY, maître de conférences à l'université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, directrice de l'Institut d'études judiciaires..... **actes de colloque 6 (août-sept.)**

• **Pourquoi un Code des relations entre le public et l'administration et non une Charte des droits fondamentaux des administrés ?**,
par Jean SIRINELLI, professeur à l'université Paris-Est Créteil..... **actes de colloque 7 (août-sept.)**

• **Le Code des relations entre le public et l'administration et l'outre-mer,**
par Olivier GOHIN, professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas Paris II..... **actes de colloque 8 (août-sept.)**

Collectivités territoriales

• **Composition des conseils communautaires et métropolitains : la guerre des sièges n'aura (peut-être) pas lieu,**
par Anne GARDÈRE, avocat au barreau de Lyon..... **étude 7 (avr.)**

• **Les limites de la décentralisation de la gestion des biens publics,**
par Tatiana DISPERATI, ATER en droit public à l'université de Toulon, CDPC Jean-Claude Escarras (UMR-CNRS 7318 DICE)..... **étude 11 (juin)**

Concurrence

• **L'exemption individuelle des pratiques anticoncurrentielles en droit européen et français : quelle conception de l'intérêt général ?**,
par Alexis RAFFIER, doctorant contractuel, centre de droit et de politique comparés Jean-Claude Escarras, UMR-CNRS 7318..... **étude 10 (mai)**

Conseil constitutionnel

• **Les juges constitutionnels et l'état d'urgence,**
par Julien BONNET, professeur à l'université de Montpellier, CERCOP..... **étude 15 (déc.)**

Contentieux

• **Les règles générales de procédure contentieuse applicables en l'absence de texte devant les juridictions administratives,**
par Agnès BLANC, docteur en droit..... **étude 6 (avr.)**

• **Renoncer à une guerre picrocholine : retour sur la controverse jurisprudentielle relative au recours par les personnes publiques à l'arbitrage international,**
par Maxence CHAMBON, maître de conférences en droit public, Laboratoire LEJEP, faculté de droit de Cergy-Pontoise..... **étude 12 (juill.)**

Contrats

• **Le nouveau droit des concessions,**
par Guylain CLAMOUR, professeur à l'université de Montpellier, directeur du CREAM (EA 2038)..... **étude 5 (mars)**

Droit administratif

• **Chronique de jurisprudence de droit administratif européen (année 2015),**
par Sébastien PLATON, professeur de droit public, université de Bordeaux..... **chronique « un an de... » 4 (déc.)**

Droit public économique

• **La neutralité concurrentielle, nouvelle boussole du droit (public) économique ?**,
par Régis LANNEAU, maître de conférences en droit public, UPOND, CRDP, FIDES..... **étude 1 (janv.)**

Finances et comptabilité publiques

• **Droit administratif et droit public financier,**
par Louis BAHOUAGNE, docteur en droit..... **chron. 1 (mars)**

• **Droit administratif et droit public financier,**
par Nathanaël KOS'ISAKA, doctorant en droit à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense - Centre de recherche en droit public (CRDP)..... **chron. 1 (mars)**

• **Droit administratif et droit public financier,**
par Polina KOURALEVA-CAZALS, membre du Centre de recherches de droit public (CRDP) de l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense..... **chron. 1 (mars)**

Table des études, chroniques et actes de colloque

- **Droit administratif et droit public financier**,
par Carole MONIOLLE, maître de conférences..... **chron. 1 (mars)**
- **Droit administratif et droit public financier**,
par Vincent MAZZOCCHI, membre du Centre de
recherches de droit public (CRDP) de l'université de
Paris Ouest Nanterre la Défense..... **chron. 3 (oct.)**
- **Droit administratif et droit public financier**,
par Polina KOURALEVA-CAZALS, membre du Centre
de recherches de droit public (CRDP) de l'université
de Paris Ouest Nanterre La Défense..... **chron. 3 (oct.)**
- **Droit administratif et droit public financier**,
par Louis BAHOUAGNE, docteur en droit..... **chron. 3 (oct.)**
- **Droit administratif et droit public financier**,
par Carole MONIOLLE, maître de conférences..... **chron. 3 (oct.)**

Fonction publique

- **La loi « Déontologie »**,
par Ludivine CLOUZOT, maître de conférences à
l'université de Montpellier, centre de recherches et
d'études administratives de Montpellier (CREAM) –
EA 2038..... **étude 13 (oct.)**

Libertés fondamentales

- **La rémunération du travail pénitentiaire : vers
l'élaboration d'un statut du travailleur détenu ?**,
par Julia SCHMITZ, docteur en droit public, université
Toulouse I Capitole, IMH..... **étude 14 (nov.)**

Police

- **Le risque requin, le droit et la société : scories
sur l'encadrement d'un risque naturel**,
par Loïc PEYEN, ATER en droit public..... **étude 2 (janv.)**

Principes généraux du droit

- **L'égalité en matière sociale dans la
jurisprudence du Conseil constitutionnel :
mythe ou réalité ?**,
par Michel BOUDJEMAI, formateur IRTS Champagne
Ardenne..... **étude 8 (avr.)**

Santé

- **La mise à disposition des données de santé**,
par Jean CATTAN, docteur en droit..... **étude 9 (mai)**

Vie publique

- **Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger.
Présentation de l'étude adoptée par
l'Assemblée générale plénière du Conseil d'État
le 25 février 2016**,
par Emmanuelle PRADA BORDENAVE, conseillère
d'État..... **étude 16 (déc.)**
- **Le droit d'alerte : signaler, traiter, protéger.
Présentation de l'étude adoptée par
l'Assemblée générale plénière du Conseil d'État
le 25 février 2016**,
par Tristan AUREAU, maître des requêtes..... **étude 16 (déc.)**

A

ACTE ADMINISTRATIF

Acte administratif unilatéral

Personne privée gestionnaire d'un service public industriel et commercial
Jurisdiction compétente..... **comm. 44 (juill.)**

Acte de gouvernement

Institution étrangère
Reconnaissance du statut diplomatique..... **comm. 35 (juin)**

Responsabilité du fait des lois
Immunité juridictionnelle..... **étude 4 (févr.)**

Acte réglementaire

Entrée en vigueur
Mesures transitoires..... **alerte 117 (oct.)**
Organisation du service public..... **alerte 114 (oct.)**
Régularisation de décisions administratives..... **alerte 115 (oct.)**

Décision administrative individuelle

Délai de recours
Principe de sécurité juridique..... **alerte 101 (août-sept.)**

Décret de déchéance de nationalité

Conditions de légalité
Contrôle juridictionnel..... **comm. 61 (déc.)**

Entrée en vigueur

Mesures transitoires
Sécurité juridique..... **comm. 62 (déc.)**

Légalité

Irrégularité procédurale
Jurisprudence Danthony..... **alerte 138 (déc.)**

Motivation des décisions des commissions départementales d'aménagement foncier

Obligation
Remembrement rural..... **comm. 7 (févr.)**

Ordonnance

Ratification
Délai consenti par la loi d'habilitation..... **alerte 143 (déc.)**

Régime de retrait et d'abrogation

Code des relations entre le public et l'Administration..... **alerte 64 (juin)**

ADMINISTRATION

Accessibilité

Code des relations entre le public et l'Administration..... **alerte 13 (févr.)**

Changement

1^{er} janvier 2016..... **alerte 17 (févr.)**

Document administratif

Formulaire
Simplification..... **étude 3 (févr.)**

AGENCES DE L'ÉTAT

Chronique

Pouvoir d'opposition du régulateur
Registre national de disponibilité des taxis..... **chron. 2 (juill.)**

AIDES PUBLIQUES ÉCONOMIQUES

Aides d'État

Exonération fiscale
Reprise d'une entreprise industrielle en difficulté..... **alerte 55 (mai)**
France Télécom
Réforme des retraites..... **alerte 151 (déc.)**
Notification à la Commission européenne
Intérêts..... **repère 6 (juin)**

AMÉNAGEMENT FONCIER, AGRICOLE ET FORESTIER

Droit de préemption forestier

Commune
Parcelle boisée contiguë..... **alerte 73 (juin)**

AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution

Pouvoirs de visite et de contrôle de locaux professionnels..... **alerte 28 (mars)**

Autorité de la concurrence

Rapport annuel 2015
Influence..... **alerte 111 (oct.)**

Autorité des marchés financiers

Pouvoir de sanction
Impartialité..... **alerte 119 (oct.)**

Bureau central de tarification

Sage-femme
Accouchements à domicile..... **comm. 8 (févr.)**

Haute Autorité pour la transparence de la vie publique

Rapport d'activité..... **alerte 47 (avr.)**

AUTORITÉS DE RÉGULATION

Actes de droit souple

Délai du recours en annulation
Demande d'abrogation..... **alerte 103 (août-sept.)**
comm. 48 (août-sept.)

C

CODE DES RELATIONS ENTRE LE PUBLIC ET L'ADMINISTRATION

Architecture du Code

Dialogue administratif..... **étude 3 (août-sept.)**

Charte des droits fondamentaux des administrés

Choix
Objectif de sécurité juridique.... **étude 7 (août-sept.)**

Codification

Étapes..... **étude 2 (août-sept.)**
Jurisprudence..... **étude 5 (août-sept.)**

Collectivités assimilées et spécialisées d'outre-mer

Assimilation adaptée
Spécialité dérogatoire..... **étude 8 (août-sept.)**

Colloque

Présentation..... **dossier 1 (août-sept.)**

Définitions

Méthodes
Implications..... **étude 4 (août-sept.)**

Qualification

Lex generalis..... **étude 6 (août-sept.)**

COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

Polynésie française

Répartition des compétences entre les collectivités publiques
Service public communal de l'électricité..... **comm. 1 (janv.)**

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Accueil des réfugiés

Dotations..... **alerte 46 (avr.)**

Assemblée des communautés de France

Nouvelle carte intercommunale..... **alerte 49 (mai)**

Autonomie

Gestion des biens publics
Intervention de l'État..... **étude 11 (juin)**

Communes

Population..... **alerte 18 (févr.)**

Communes nouvelles

Établissements publics de coopération intercommunale
Atteinte à la libre-administration des communes..... **alerte 141 (déc.)**

Compétences

Clause de compétence générale
Suppression..... **repère 11 (déc.)**

Conseils communautaires et métropolitains

Composition
Conformité à la Constitution..... **étude 7 (avr.)**

Coopération décentralisée	
Restauration d'un édifice religieux	
<i>Loi de séparation des églises et de l'État</i>	comm. 36 (juin)
Département	
Clause de compétence générale	
<i>Suppression</i>	alerte 112 (oct.)
Département d'outre-mer	
Mayotte	
<i>Rapport de la Cour des comptes</i>	alerte 16 (févr.)
Emprunts toxiques	
Aide	
<i>Fonds de soutien</i>	alerte 89 (juill.)
Établissements publics de coopération intercommunale	
Schémas de coopération intercommunale	
<i>Révision</i>	prat. 4 (juin)
État	
Concertation	
<i>Rôle du Sénat</i>	alerte 95 (juill.)
Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle	
Dotations d'État	
<i>Attribution</i>	alerte 74 (juin)
Hébergement d'urgence	
Compétence	
<i>Département</i>	alerte 102 (août-sept.)
Lois de réforme territoriale	
Mise en application.....	alerte 76 (juin)
Marchés publics	
Seuils européens	
<i>Commission d'appel d'offres</i>	alerte 90 (juill.)
Outre-mer	
Égalité réelle	
<i>Projet de loi de programmation</i>	alerte 136 (nov.)
Paris Plage	
Budget	
<i>Irrégularités</i>	alerte 3 (janv.)
Réforme territoriale	
Mise en application	
<i>Bilan</i>	alerte 63 (mai)
Régions	
Plateforme État-Régions	
<i>Acte II</i>	alerte 97 (août-sept.)
COMMUNICATION	
Cinéma	
Classification des oeuvres cinématographiques	
<i>Interdiction de diffusion</i>	comm. 31 (mai)
COMMUNICATION AUDIOVISUELLE	
Élection présidentielle	
Campagne électorale	
<i>Équité</i>	alerte 131 (nov.)
COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE	
Contrôle des transmissions	
Atteinte à la vie privée	
<i>Inconstitutionnalité</i>	alerte 140 (déc.)
COMPÉTENCE	
Compétence judiciaire	
Contrat entre personnes privées	
<i>Exécution d'une garantie</i>	alerte 123 (oct.)
Responsabilité de la personne publique par substitution à l'agent public fautif	
Dommage causé par un véhicule administratif.....	comm. 27 (mai)
Responsabilité décennale des constructeurs	
Parties au litige	
<i>Contrat de droit privé</i>	comm. 37 (juin)
Service public de la distribution d'électricité	
Organisation.....	alerte 34 (mars)
COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE	
Autorité des marchés financiers	
Communiqués	
<i>Demande d'annulation</i>	alerte 9 (janv.)
Marchés publics	
Passation	
<i>Responsabilité de sociétés et de leurs préposés</i>	alerte 12 (janv.)
Ouvrage public	
Intégrité	
<i>Réparation du droit moral d'un architecte</i>	alerte 137 (nov.)
COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE OU JUDICIAIRE	
Fonction publique	
Invention	
<i>Rémunération supplémentaire</i>	alerte 79 (juin)
Nature juridique d'un contrat	
Appréciation	
<i>Date de conclusion</i>	alerte 78 (juin)
COMPÉTENCE JUDICIAIRE	
Agent public	
Accident de service	
<i>Responsabilité de l'État</i>	alerte 11 (janv.)
Marché de travaux publics	
Sous-traitant	
<i>Action en garantie</i>	alerte 10 (janv.)
CONCURRENCE	
Jeux en ligne	
Cour des comptes	
<i>Rapport</i>	alerte 149 (déc.)
Pratiques anticoncurrentielles	
Exemption individuelle	
<i>Conception de la notion d'intérêt général</i>	étude 10 (mai)
CONSEIL CONSTITUTIONNEL	
Jurisprudence	
État d'urgence	
<i>Bilan</i>	étude 15 (déc.)
CONSEIL D'ÉTAT	
Activité	
Bilan 2015.....	alerte 81 (juill.)
Étude annuelle	
Simplification et qualité du droit	
<i>Inflation normative</i>	alerte 124 (nov.)
Étude annuelle 2017	
Puissance publique	
<i>Ubérisation</i>	alerte 148 (déc.)
CONSTITUTION	
État d'urgence	
Interdiction de réunions	
<i>Fermetures provisoires</i>	alerte 24 (mars)
Perquisitions	
<i>Copie des données informatiques</i>	alerte 23 (mars)
CONTENTIEUX	
Arbitrage international	
Personnes publiques	
<i>Controverse</i>	étude 12 (juill.)
Contentieux administratif de l'urgence	
Acte rattachable à l'office du juge constitutionnel	
<i>Incompétence du juge du référé-liberté</i>	comm. 55 (nov.)
Qualité de partie à l'instance	
Absence de convocation	
<i>Incidence sur les voies de recours</i>	comm. 45 (juill.)
Question préjudicielle	
Retrait	
<i>Désistement du requérant</i>	alerte 54 (mai)
Rapport entre constitutionnalité et conventionnalité	
Question préjudicielle	
<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>	comm. 51 (oct.)
Recours contre les actes non décisifs des autorités de régulation	
Recevabilité	
<i>Juge de l'excès de pouvoir</i>	comm. 20 (avr.)
Recours pour excès de pouvoir	
Délai raisonnable	
<i>Sécurité juridique</i>	comm. 63 (déc.)
Référé-mesures utiles	
Régime	
<i>Exécution d'une décision administrative</i>	comm. 28 (mai)
Règles générales de procédure	
Définition.....	étude 6 (avr.)

CONTRATS	alerte 21 (mars)		
Commande publique			
Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail			
<i>Désignation d'un expert</i>	prat. 8 (nov.)		
Concession de service public			
Biens de retour			
<i>Définition</i>	comm. 38 (juin)		
Concessions			
Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016			
<i>Décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016</i>	étude 5 (mars)		
Délégation de service public			
Absence de mise en concurrence			
<i>Urgence</i>	alerte 71 (juin)		
Périmètre			
<i>Contrôle du juge</i>	alerte 128 (nov.)		
Économie générale			
Théorie de l'imprévision			
<i>Rôle du juge</i>	repère 5 (mai)		
Juge du référé précontractuel			
Office	alerte 26 (mars)		
Marchés publics			
Communication des pièces			
<i>Bordereau de prix unitaires de l'attributaire</i>	alerte 52 (mai)		
Modification			
<i>Clause de variation des prix</i>	alerte 106 (août-sept.)		
Offre irrégulière			
<i>Régularisation</i>	alerte 107 (août-sept.)		
Objet du contrat de délégation de service public			
Domaine public routier			
<i>Globalité contractuelle</i>	comm. 64 (déc.)		
Recours en contestation de validité du contrat			
Application dans le temps			
<i>Concurrents évincés</i>	comm. 21 (avr.)		
Résiliation d'une concession domaniale			
Résiliation unilatérale pour faute			
<i>Résiliation judiciaire</i>	comm. 22 (avr.)		
CONTRATS DE PARTENARIAT			
Information des membres de l'organe délibérant			
Coût prévisionnel global			
<i>Accord autonome</i>	comm. 46 (juill.)		
CONVENTION EUROPÉENNE DE SAUVEGARDE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES			
Loi organique			
Compatibilité			
<i>Contrôle du juge</i>	alerte 68 (juin)		
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME			
Conditions de détention			
Article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales			
<i>Violation</i>	alerte 150 (déc.)		
Liberté de religion			
Agent public			
<i>Obligation de neutralité</i>	alerte 4 (janv.)		
Liberté d'expression			
Injure publique			
<i>Négationnisme</i>	alerte 5 (janv.)		
CULTES			
Associations culturelles			
Mécénat	alerte 43 (avr.)		
Dialogue interreligieux			
Intervention de l'État	alerte 6 (janv.)		
D			
DOMAINE			
Affectation d'un bien à l'usage direct du public			
Précisions			
<i>Domaine privé communal</i>	comm. 13 (mars)		
Affectation d'un bien à une mission de service public			
Carrières communales	comm. 29 (mai)		
Autorisation d'occupation temporaire			
Bail à construction	alerte 84 (juill.)		
Contrat administratif			
<i>Compétence de la juridiction administrative</i>	alerte 109 (août-sept.)		
Autorisations d'occupation du domaine public			
Délivrance			
<i>Compétence du maire</i>	comm. 23 (avr.)		
Bien sans maître			
Appropriation publique			
<i>Formalités</i>	alerte 122 (oct.)		
Contentieux			
Liberté fondamentale			
<i>Référé-liberté</i>	comm. 2 (janv.)		
Conventions d'occupation du domaine public			
Transfert			
<i>Modalités</i>	comm. 3 (janv.)		
Domaine privé			
Convention de cession de biens			
<i>Régime exorbitant du droit public</i>	comm. 52 (oct.)		
Domanialité publique virtuelle			
Affectation			
<i>Aménagement</i>	comm. 53 (oct.)		
Inaccessibilité des propriétés publiques en dessous de leur valeur réelle			
Objectif d'intérêt général			
<i>Contreparties suffisantes</i>	comm. 9 (févr.)		
Mur de soutènement d'une voie publique			
Ouvrage public par accessoire			
<i>Responsabilité du fait des dommages accidentels de travaux publics</i>	comm. 49 (août-sept.)		
Ouvrage public			
Terrain privé			
<i>Responsabilité du maître d'ouvrage</i>	alerte 41 (avr.)		
DOMAINE PUBLIC			
Affectation d'un bien à un service public			
Exécution du service public			
<i>Aménagement indispensable</i>	alerte 69 (juin)		
Occupation			
Association sportive à but non lucratif			
<i>Convention d'occupation</i>	alerte 94 (juill.)		
Servitude conventionnelle			
Antériorité			
<i>Compatibilité avec l'affectation</i>	comm. 39 (juin)		
DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL			
Direction générale de la sécurité extérieure			
Fichier			
<i>Accès</i>	alerte 145 (déc.)		
Protection			
Réforme			
<i>Uniformisation européenne</i>	alerte 77 (juin)		
DONNÉES PERSONNELLES			
CNIL			
Santé			
<i>Méthodologie</i>	alerte 22 (mars)		
DONNÉES PUBLIQUES			
Informations sensibles pour la sûreté de l'État			
Accès aux données nominatives			
<i>Exception au principe de la contradiction</i>	comm. 56 (nov.)		
Mise à disposition			
Open data			
<i>Jurisprudence</i>	repère 10 (nov.)		
Réutilisation			
Redevance			
<i>Montant</i>	alerte 121 (oct.)		
DROIT ADMINISTRATIF			
Doctrines			
Jurisprudence			
<i>Rapports</i>	repère 3 (mars)		

Droit administratif européen
 Contentieux
 Cour européenne des droits de l'homme..... **chron. 4 (déc.)**

DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE

Contrôle aux frontières
 Espace Schengen..... **alerte 61 (mai)**
Régime d'asile européen
 Réforme..... **alerte 50 (mai)**
Tribunal de l'Union européenne
 Renouveau partiel
 Réforme..... **alerte 62 (mai)**

DROIT ÉLECTORAL

Élections départementales
 Scrutin majoritaire binominal à deux tours
 Inéligibilité..... **alerte 82 (juill.)**

DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Cumul de poursuites et de sanctions
 Principe de nécessité des délits et des peines
 Principe de proportionnalité..... **alerte 125 (nov.)**
Cumul de sanctions
 Diffusion de fausses informations
 Loi du 21 juin 2016..... **alerte 126 (nov.)**

DROIT PUBLIC ÉCONOMIQUE

Caisse des dépôts et consignations
 Activité..... **repère 2 (févr.)**
Neutralité concurrentielle
 Mise en oeuvre..... **étude 1 (janv.)**

DROITS FONDAMENTAUX

Détention
 Décision de refus de téléphoner et de recevoir des visites
 Absence de voie de droit..... **alerte 88 (juill.)**

E

ÉLECTIONS

Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques
 Rapport
 Remboursement..... **alerte 65 (juin)**
Comptes de campagne
 Sondages
 Modernisation..... **alerte 67 (juin)**
Élection présidentielle
 Dispositions sur la présentation des candidats et la campagne audiovisuelle
 Conformité à la Constitution..... **alerte 66 (juin)**
Révision électorale
 Impact..... **alerte 60 (mai)**

ÉNERGIE

Ouvrages de transport et de distribution
 Sécurité..... **alerte 42 (avr.)**

ENSEIGNEMENT

Diplôme de Master
 Sélection
 Liste établie par décret..... **alerte 37 (avr.)**

ENVIRONNEMENT

Changement climatique
 Accord de Paris
 COP21..... **alerte 72 (juin)**
Espèces animales protégées
 Arrêté de dérogation
 Projet présentant un intérêt public majeur..... **comm. 4 (janv.)**
Exploitation des gaz de schiste
 Fracturation hydraulique
 Permis de Montélimar..... **comm. 14 (mars)**
 **comm. 15 (mars)**
Installation classée pour la protection de l'environnement

Autorisation d'exploiter
 Décision susceptible de recours..... **alerte 85 (juill.)**
Loi relative à la transition énergétique
 Énergies renouvelables
 Recul du nucléaire..... **comm. 10 (févr.)**
Présidence de la COP21
 Mandat
 Priorités..... **alerte 45 (avr.)**
Quotas d'émission de gaz à effet de serre
 Liste des exploitants
 Arrêté annuel..... **alerte 38 (avr.)**

ÉTAT D'URGENCE

Perquisitions administratives
 Contrôle de légalité
 Responsabilité de l'État..... **alerte 100 (août-sept.)**
Prorogation
 Garanties
 Contrôle du juge..... **repère 4 (avr.)**

ÉTRANGERS

Arrêté de placement en rétention
 Contrôle du juge administratif
 Insuffisance..... **alerte 118 (oct.)**

F

FINANCES ET COMPTABILITÉ PUBLIQUES

Chronique droit administratif et droit public financier..... **chron. 1 (mars)**
 **chron. 3 (oct.)**
Cour des comptes
 Rapport annuel 2016..... **alerte 29 (mars)**
 Rapport 2016
 Perspectives..... **alerte 96 (août-sept.)**
Élections
 Coût..... **alerte 19 (févr.)**
Marchés publics
 Exigence d'un contrat écrit
 Préjudice financier..... **comm. 11 (févr.)**
Prévisions
 Projet de loi de finances
 Projet de financement de la sécurité sociale..... **alerte 135 (nov.)**
Responsabilité du comptable public
 Prescription de l'action publique
 Moyen d'ordre public..... **comm. 30 (mai)**

FONCTION PUBLIQUE

Concours
 Appréciation portée par les jurys de concours
 Communication des documents..... **alerte 39 (avr.)**
 Principe d'impartialité
 Abstention d'un membre du jury..... **alerte 147 (déc.)**
Contrat à durée déterminée
 Succession
 Secteur hospitalier..... **alerte 133 (nov.)**
Déontologie
 Prévention des conflits d'intérêts
 Lanceur d'alerte..... **prat. 3 (mai)**
 Statut général
 Droit disciplinaire..... **étude 13 (oct.)**
Détachement
 Fin
 Conditions..... **alerte 144 (déc.)**
Emploi
 Accès
 Discrimination..... **alerte 120 (oct.)**
Établissement public administratif
 Centre national des oeuvres universitaires et scolaires
 Directeur..... **alerte 27 (mars)**
Fonction publique territoriale
 Salaires
 Année 2013..... **alerte 7 (janv.)**
Fonctionnaires
 Salaires
 Évolution..... **alerte 59 (mai)**
Harcèlement moral
 Régime
 Prévention..... **prat. 6 (août-sept.)**
Maintien en disponibilité

Allocations d'assurance chômage
Motifs indépendants de la
volonté..... **alerte 40 (avr.)**

Mesures d'ordre intérieur

Mesures relatives à l'affectation des
agents publics ou à la définition de leurs
tâches
Absence de grief..... **comm. 5 (janv.)**

Responsabilité du centre national de gestion

Obligation statutaire d'évaluation profes-
sionnelle
Tenue des dossiers des agents
publics..... **comm. 24 (avr.)**

FORMULAIRE ADMINISTRATIF

Téléservice

Signature électronique
Recommandé électronique..... **prat. 1 (mars)**

H

HIÉRARCHIE DES NORMES

Conventionnalité d'une loi

Charte européenne de l'économie locale
Loi relative au découpage des
régions..... **comm. 12 (févr.)**

Emprise du droit européen

Discrimination à rebours..... **alerte 80 (juill.)**

I

INSEE

Bilan démographique 2015

Population française..... **alerte 31 (mars)**

L

LIBERTÉS FONDAMENTALES

Arrêté « anti-burkini »

Plage
Laïcité..... **alerte 104 (août-sept.)**
Rôle du juge
Médias..... **repère 8 (août-sept.)**

Détermination collective des conditions de travail

Caisse des dépôts et consignations
Régime dérogatoire de représen-
tativité syndicale..... **alerte 127 (nov.)**

Droit au respect de la vie privée

État d'urgence
Perquisitions administratives..... **alerte 113 (oct.)**

Droit de grève

Personnel communal
Réglementation..... **alerte 116 (oct.)**

Travail carcéral

Rémunération
Concession de main-d'oeuvre
pénale..... **étude 14 (nov.)**

O

ORDRE PUBLIC

État d'urgence

Prorogation..... **alerte 25 (mars)**

ORDRE PUBLIC ÉCONOMIQUE

Droit de grève

Conciliation..... **comm. 16 (mars)**

Plan de prévention des ruptures d'approvi- sionnement

Collectivités d'Outre-mer
Exploitants de station-service..... **alerte 2 (janv.)**

P

PATRIMOINE

Épave sous-marine

Déclaration

Obligation d'enregistrement
administratif..... **alerte 53 (mai)**

POLICE

Actes de terrorisme

Gel des avoirs
Conformité à la Constitution..... **alerte 36 (avr.)**

Délégation prohibée d'une mission de police administrative

Garde biterroise
Délibération du conseil municipal... **comm. 57 (nov.)**

Garde nationale

Création par décret
Sécurité publique..... **alerte 153 (déc.)**

Mesures de police administrative générale

Atteinte à la dignité de la personne
humaine
Distinction entre police adminis-
trative et police judiciaire..... **comm. 17 (mars)**

Perquisitions administratives

Régime juridique
État d'urgence..... **comm. 58 (nov.)**

Police municipale

Commission consultative des polices
municipales..... **alerte 44 (avr.)**
Ordre public
Burkini..... **comm. 59 (nov.)**

Risque naturel

Attaques de requins
Encadrement..... **étude 2 (janv.)**

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT

Application et interprétation de la loi

Égalité
Équité..... **repère 7 (juill.)**

Égalité

Aide sociale
Application par le Conseil consti-
tutionnel..... **étude 8 (avr.)**

PROCÉDURE

Autorisation d'urbanisme

Délivrance
Non-lieu..... **alerte 129 (nov.)**

Contrôle de la conventionnalité d'une loi organique

Saisine du Conseil supérieur de la magis-
trature
Absence de droit des administrés
à obtenir la sanction disciplinaire
d'un agent public..... **comm. 50 (août-sept.)**

État d'urgence

Référé-liberté
Assignations à résidence..... **comm. 25 (avr.)**

Juge des référés

Condition d'urgence
Impact financier sur l'entreprise
apprécié indépendamment de
son appartenance à un groupe..... **alerte 130 (nov.)**

Rapporteur public

Modification du sens des conclusions
Obligation d'information..... **alerte 86 (juill.)**

Simplification administrative

Rescrit
Sécurité juridique..... **alerte 35 (avr.)**

PROCÉDURE LÉGISLATIVE

Loi « Travail »

Procédure d'adoption
Constitutionnalité..... **alerte 99 (août-sept.)**

PROCÉDURE PÉNALE

Prestation de serment

Droit de se taire
Inconstitutionnalité..... **alerte 139 (déc.)**

Q

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ

Constitution du 4 octobre 1958

Entrée en vigueur	
<i>Disposition antérieure</i>	alerte 83 (juill.)
Crime contre l'humanité	
Contestation	
<i>Conformité de l'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881</i>	alerte 15 (févr.)
Pratiques restrictives de concurrence	
Amende civile	
<i>Absorption</i>	alerte 87 (juill.)

R

RESPONSABILITÉ

Administration pénitentiaire	
Régime législatif de responsabilité sans faute.....	comm. 26 (avr.)
Établissement de santé	
Infections nosocomiales	
<i>Principe constitutionnel d'égalité</i>	alerte 51 (mai)
Responsabilité décennale des constructeurs	
Faute du maître de l'ouvrage	
<i>Dommage futur</i>	comm. 18 (mars)
Responsabilité des élus	
Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations	
<i>Transfert de compétence</i>	prat. 7 (oct.)

S

SANTÉ

Données à caractère personnel	
Open data	
<i>Assurance maladie</i>	étude 9 (mai)
Fin de vie	
Malades	
<i>Droits</i>	alerte 32 (mars)

SANTÉ PUBLIQUE

Préparations magistrales de pharmaciens	
Transposition	
<i>Extemporaneité</i>	comm. 32 (mai)

SERVICE PUBLIC

État numérique	
Big Data.....	alerte 30 (mars)

SERVICES PUBLICS ET RÉGULATION

Aides d'État	
Conditions de preuve	
<i>Distorsion de concurrence</i>	comm. 60 (nov.)
Aides d'État illégales	
Récupération	
<i>Étendue</i>	comm. 54 (oct.)
Autorités de régulation	
Contrôle des actes de droit souple	
<i>Contentieux</i>	comm. 34 (mai)
Certificats d'économies d'énergie	
Aides d'État.....	comm. 47 (juill.)
Continuité du service public de la distribution d'eau	
Objectif de valeur constitutionnelle	
<i>Possibilité de disposer d'un logement décent</i>	comm. 33 (mai)
Énergie	
Marché du gaz naturel	
<i>Tarifs réglementés</i>	comm. 65 (déc.)
Fourniture du gaz	
Tarification réglementée	
<i>Entrave</i>	alerte 134 (nov.)
Registre national de disponibilité des taxis	
Maraude électronique	
<i>Réservation préalable</i>	comm. 40 (juin)
Régulation des contrats administratifs	
Préjudice matériel	
<i>Marchés publics de travaux</i>	comm. 19 (mars)
Régulation du marché de la téléphonie mobile	
ARCEP	
<i>Contrat d'itinérance</i>	comm. 6 (janv.)

SERVITUDES ADMINISTRATIVES

Servitude de non-utilisation saisonnière des	
---	--

chalets d'alpage et bâtiments d'estive

Atteinte au droit de propriété	
<i>Constitutionnalité</i>	comm. 66 (déc.)

T

TRAITÉS INTERNATIONAUX

Convention des droits de l'enfant	
3 ^e Protocole	
<i>Ratification</i>	alerte 20 (févr.)

TRANSPORT

Transport ferroviaire	
Alstom	
<i>Aides d'État</i>	alerte 152 (déc.)
Gestion des gares	
<i>Étude de l'ARAFER</i>	alerte 110 (oct.)
Infrastructures	
<i>Financement</i>	alerte 154 (déc.)
Train à grande vitesse	
<i>Déclaration d'utilité publique</i>	alerte 70 (juin)

U

UNION EUROPÉENNE

Marché unique	
Liberté de circulation des capitaux	
<i>Contrôle étatique</i>	repère 9 (oct.)

URBANISME

Autorisations d'urbanisme	
Constructions existantes	
<i>Extensions</i>	alerte 108 (août-sept.)
Constructibilité en zone naturelle	
Prohibition	
<i>Restauration d'un bâtiment présentant un intérêt patrimonial ou architectural</i>	comm. 41 (juin)
Contentieux	
Intérêt à agir	
<i>Appréciation</i>	comm. 42 (juin)
Droit de préemption	
Déclaration d'intention d'aliéner	
<i>Obligation d'information environnementale</i>	alerte 132 (nov.)
Exhaussements du sol	
Déclaration préalable	
<i>Permis d'aménager</i>	alerte 14 (févr.)
Exploitations agricoles	
Périmètre inconstructible.....	alerte 8 (janv.)
Intérêt à agir	
C. urb, art. L. 600-1-2	
<i>Champ d'application</i>	comm. 43 (juin)
Lotissement	
Cahier des charges	
<i>Caducité</i>	alerte 1 (janv.)
Voirie	
<i>Domaine public communal</i>	alerte 75 (juin)
Mesure de police	
Refus de raccordement	
<i>Gestionnaire de réseau</i>	alerte 92 (juill.)
Permis de construire	
Recours	
<i>Procédure de sursis à statuer</i>	prat. 2 (avr.)
Permis de construire provisoire	
Ordonnance de référé-suspension	
<i>Retrait</i>	alerte 142 (déc.)
Procédure de concertation	
Délibération	
<i>Mesure préparatoire</i>	alerte 56 (mai)
Projet urbain partenarial	
Participation d'urbanisme	
<i>Pluralité de maîtres d'ouvrages publics</i>	prat. 5 (juill.)
Terrains constructibles	
Caractéristiques géotechniques.....	alerte 33 (mars)
Travaux de remise en état d'un terrain	
Exécution d'office	
<i>Environnement</i>	alerte 93 (juill.)
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager	
Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine	

Index alphabétique général

Zone RNU
Transformation..... **alerte 91 (juill.)**
Installations nécessaires à l'activité des
coopératives d'utilisation de matériel
agricole..... **alerte 58 (mai)**

V

VIE ÉCONOMIQUE

Transparence
Lanceurs d'alerte
Protection..... **alerte 105 (août-sept.)**

VIE PRIVÉE

Techniques de renseignement

Contrôle juridictionnel
Modalités..... **alerte 146 (déc.)**

VIE PUBLIQUE

Droit d'alerte
État des lieux
Intérêt général..... **étude 16 (déc.)**

Lanceur d'alerte
Protection
Préconisations du Conseil d'État..... **alerte 57 (mai)**

Transparence
Obligation de dépôt de déclaration de
situation patrimoniale
Principe d'égalité..... **alerte 98 (août-sept.)**
Prévention de la corruption
Lanceur d'alerte..... **alerte 48 (mai)**

2014

Juin

- TA Toulouse, **25 juin 2014**, n° 1101202 : JurisData n° 2014-036865 (*Motivation des décisions des commissions départementales d'aménagement foncier*) **comm. 7 (févr.)**
- TA Toulouse, **25 juin 2014**, n° 1101201 : JurisData n° 2014-036866 (*Motivation des décisions des commissions départementales d'aménagement foncier*) **comm. 7 (févr.)**

2015

Avril

- CE, **15 avr. 2015**, n° 376229, Cne Saint-Michel-sur-Orge : JurisData n° 2015-008421 (*Responsabilité décennale des constructeurs*) **comm. 18 (mars)**

Mai

- Cons. const., **29 mai 2015**, n° 2015-470 QPC, Sté SAUR SAS : JurisData n° 2015-013248 (*Continuité du service public de la distribution d'eau*) **comm. 33 (mai)**

Juillet

- CJUE, **16 juill. 2015**, n° C-544/13 et C-545/13, Abcur AB (*Préparations magistrales de pharmaciens*) **comm. 32 (mai)**

Septembre

- C. comptes, 4^e ch., **10 sept. 2015**, Cne Venelles (*Marchés publics*) **comm. 11 (févr.)**
- CE, **18 sept. 2015**, n° 387315, Sté Prest'air : JurisData n° 2015-020567 (*Conventions d'occupation du domaine public*) **comm. 3 (janv.)**
- CE, sect., **25 sept. 2015**, n° 372624 : JurisData n° 2015-021072 (*Mesures d'ordre intérieur*) **comm. 5 (janv.)**

Octobre

- CE, ord., **9 oct. 2015**, n° 393895, Cne Chambourcy : JurisData n° 2015-022257 (*Contentieux*) **comm. 2 (janv.)**
- CE, **9 oct. 2015**, n° 384231 : JurisData n° 2015-022699 (*Régulation du marché de la téléphonie mobile*) **comm. 6 (janv.)**
- CE, **9 oct. 2015**, n° 379579 et n° 382945 : JurisData n° 2015-022251 (*Régulation du marché de la téléphonie mobile*) **comm. 6 (janv.)**
- CE, **14 oct. 2015**, n° 375577, Cne Châtillon-sur-Seine : JurisData n° 2015-022765 (*Incessibilité des propriétés publiques en dessous de leur valeur réelle*) **comm. 9 (févr.)**
- CAA Douai, **15 oct. 2015**, n° 14DA02064, Écologie pour Le Havre : JurisData n° 2015-027553 (*Espèces protégées*) **comm. 4 (janv.)**
- CE, **27 oct. 2015**, n° 93026, n° 393488, n° 393622, n° 393659, n° 393724, Allenbach et a. : JurisData n° 2015-025058 (*Conventionnalité d'une loi*) **comm. 12 (févr.)**
- TA Polynésie française, **27 oct. 2015**, n° 1500264, Haut-commissaire de la République en Polynésie française : JurisData n° 2015-027798 (*Polynésie française*) **comm. 1 (janv.)**

Novembre

- CE, **2 nov. 2015**, n° 373896, Cne Neuves-Maisons : JurisData n° 2015-024571 (*Affectation d'un bien à l'usage direct du public*) **comm. 13 (mars)**
- CE, **9 nov. 2015**, n° 376107, Assoc. générale contre le racisme et pour la défense de l'identité française chrétienne et SARL Les productions de la Plume et a. (AGRIF) : JurisData n° 2015-025060 (*Mesures de police administrative générale*) **comm. 17 (mars)**
- CEDH, **10 nov. 2015**, n° 25239/13, M'Bala M'Bala c/ France : JurisData n° 2015-024678 (*Cour européenne des droits de l'homme*) **alerte 5 (janv.)**

- CE, **12 nov. 2015**, n° 387660, Sté Le jardin d'acclimatation : JurisData n° 2015-025072 (*Résiliation d'une concession domaniale*) **comm. 22 (avr.)**
- T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4026, Sté Fairvesta International GmbH et a. c/ Autorité des marchés financiers : JurisData n° 2015-025779 (*Compétence administrative*) **alerte 9 (janv.)**
- T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4029, Métropole européenne de Lille c/ Sté Strabag Umwelthanlangen GmbH et a. : JurisData n° 2015-025781 (*Compétence judiciaire*) **alerte 10 (janv.)**
- T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4036 : JurisData n° 2015-027026 (*Compétence judiciaire*) **alerte 11 (janv.)**
- T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4035, Région Île-de-France c/ M. N. et a. : JurisData n° 2015-027028 (*Compétence administrative*) **alerte 12 (janv.)**
- T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4035, Région Île-de-France : JurisData n° 2015-027028 (*Régulation des contrats administratifs*) **comm. 19 (mars)**
- T. confl., **16 nov. 2015**, n° 4036, Belhafiane : JurisData n° 2015-027026 (*Responsabilité de la personne publique par substitution à l'agent public fautif*) **comm. 27 (mai)**
- CE, **18 nov. 2015**, n° 390461, SCI Les II C et a. : JurisData n° 2015-025773 (*Autorisations d'occupation du domaine public*) **comm. 23 (avr.)**
- TA Paris, 2^e sect., 1^{er} ch., **24 nov. 2015**, n° 1412608/2-1 : JurisData n° 2015-029806 (*Bureau central de tarification*) **comm. 8 (févr.)**
- CE, **25 nov. 2015**, n° 383220, Min. Affaires sociales, Santé et Droits des femmes c/ M^{me} A : JurisData n° 2015-026269 (*Responsabilité du centre national de gestion*) **comm. 24 (avr.)**
- CEDH, **26 nov. 2015**, n° 64846/11, E. c/ France (*Cour européenne des droits de l'homme*) **alerte 4 (janv.)**

Décembre

- Cons. const., **11 déc. 2015**, n° 2015-507 QPC : JurisData n° 2015-027893 (*Ordre public économique*) **alerte 2 (janv.)**
- Cons. const., **11 déc. 2015**, n° 2015-507 QPC : JurisData n° 2015-027893 (*Limitation du droit de grève*) **comm. 16 (mars)**
- CE, sect., **11 déc. 2015**, n° 395009 : JurisData n° 2015-028248 (*État d'urgence*) **comm. 25 (avr.)**
- TA La Réunion, **15 déc. 2015**, n° 1301076, Ramouche : JurisData n° 2015-030886 (*Administration pénitentiaire*) **comm. 26 (avr.)**
- Cons. const., **22 déc. 2015**, n° 2015-527 QPC : JurisData n° 2015-028419 (*État d'urgence*) **comm. 25 (avr.)**
- CE, **30 déc. 2015**, n° 385176, Centre culturel de Lagos : JurisData n° 2015-029254 (*Responsabilité du comptable public*) **comm. 30 (mai)**
- CE, **30 déc. 2015**, n° 384321, Dupin : JurisData n° 2015-029253 (*Acte de gouvernement*) **comm. 35 (juin)**

2016

Janvier

- Cons. const., **8 janv. 2016**, n° 2015-512 QPC : JurisData n° 2016-000080 (*Question prioritaire de constitutionnalité*) **alerte 15 (févr.)**
- T. confl., **11 janv. 2016**, n° 4038, Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Île-de-France des sociétés ERDF et GRDF : JurisData n° 2016-001915 (*Compétence*) **alerte 34 (mars)**
- T. confl., **11 janv. 2016**, n° 4038, Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Île-de-France des sociétés ERDF et GRDF : JurisData n° 2016-001915 (*Personne privée gestionnaire d'un service public industriel et commercial*) **comm. 44 (juill.)**
- TA Montpellier, ord., **19 janv. 2016**, n° 1506697, Préfet de l'Hérault c/ Cne Béziers : JurisData n° 2016-020789 (*Délégation prohibée d'une mission de police administrative*) **comm. 57 (nov.)**

Table chronologique de jurisprudence

CE, 20 janv. 2016 , n° 394133, Communauté intercommunale des villes solidaires : JurisData n° 2016-000605 (<i>Contrats</i>).....	alerte 26 (mars)	CE, 21 mars 2016 , n° 390023, Sté NC Numéricable : JurisData n° 2016-004897 (<i>Recours contre les actes non décisives des autorités de régulation</i>).....	comm. 20 (avr.)
CE, 20 janv. 2016 , n° 374950, Caisse d'épargne et de prévoyance du Languedoc-Roussillon : JurisData n° 2016-000854 (<i>Autorités administratives indépendantes</i>).....	alerte 28 (mars)	CE, 21 mars 2016 , n° 368082, n° 368083, n° 368084, Sté Fairvesta International : JurisData n° 2016-004898 (<i>Recours contre les actes non décisives des autorités de régulation</i>).....	comm. 20 (avr.)
CE, juge des référés, 27 janv. 2016 , n° 396220 : JurisData n° 2016-000990 (<i>Ordre public</i>).....	alerte 25 (mars)	CE, ass., 21 mars 2016 , n° 368082, n° 368083, n° 368084, Sté Fairvesta International GmbH et a. : JurisData n° 2016-004898 (<i>Contrôle des actes de droit souple</i>).....	comm. 34 (mai)
CE, 27 janv. 2016 , n° 384873, Boutet-Waiss : JurisData n° 2016-001473 (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 27 (mars)	CE, ass., 21 mars 2016 , n° 390023, Sté NC Numéricable : JurisData n° 2016-004897 (<i>Contrôle des actes de droit souple</i>).....	comm. 34 (mai)
TA Cergy-Pontoise, 1 ^{er} ch., 28 janv. 2016 , n° 1200718 : JurisData n° 2016-001763 (<i>Exploitation des gaz de schiste</i>).....	comm. 14 (mars)	TA Toulon, 24 mars 2016 , n° 1303652, Préfet du Var : JurisData n° 2016-009686 (<i>Constructibilité en zone naturelle</i>).....	comm. 41 (juin)
TA Cergy-Pontoise, 1 ^{er} ch., 28 janv. 2016 , n° 1200718 : JurisData n° 2016-001763 (<i>Environnement</i>).....	comm. 15 (mars)	CE, 30 mars 2016 , n° 375529, Centre hospitalier de Perpignan : JurisData n° 2016-005836 (<i>Contrats</i>).....	alerte 52 (mai)
Février		CE, 30 mars 2016 , n° 377945, Min. Culture et Communication / Gouarin : JurisData n° 2016-007420 (<i>Patrimoine</i>).....	alerte 53 (mai)
CE, sect., 5 févr. 2016 , n° 383149, Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport : JurisData n° 2016-001643 (<i>Contrats</i>).....	alerte 21 (mars)	CE, sect., 30 mars 2016 , n° 383037, Molinier : JurisData n° 2016-005847 (<i>Urbanisme</i>).....	alerte 56 (mai)
CE, sect., 5 févr. 2016 , n° 383149, Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport : JurisData n° 2016-001643 (<i>Recours en contestation de validité du contrat</i>).....	comm. 21 (avr.)	Avril	
CE, sect., 5 févr. 2016 , n° 393540, Benabdellah : JurisData n° 2016-001645 (<i>Référé-mesures utiles</i>).....	comm. 28 (mai)	Cons. const., 1^{er} avr. 2016 , n° 2016-531 QPC : JurisData n° 2016-006008 (<i>Responsabilité</i>).....	alerte 51 (mai)
CE, avis, 10 févr. 2016 , n° 394594, n° 394595, Michaux et Fry : JurisData n° 2016-002039 (<i>Enseignement</i>).....	alerte 37 (avr.)	CE, 4 avr. 2016 , n° 396191, Communauté d'agglomération du centre de la Martinique : JurisData n° 2016-006553 (<i>Contrats</i>).....	alerte 71 (juin)
CE, 10 févr. 2016 , n° 387507 : JurisData n° 2016-002076 (<i>Contentieux</i>).....	comm. 42 (juin)	CE, 4 avr. 2016 , n° 394196, Sté Unibéton / Cne Prayssas : JurisData n° 2016-006515 (<i>Responsabilité décennale des constructeurs</i>).....	comm. 37 (juin)
CE, 15 févr. 2016 , n° 384228, SARL Cathédrale d'Images : JurisData n° 2016-002514 (<i>Affectation d'un bien à une mission de service public</i>).....	comm. 29 (mai)	CE, 6 avr. 2016 , n° 380570, Blanc et a. : JurisData n° 2016-006503 (<i>Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales</i>).....	alerte 68 (juin)
CE, 17 févr. 2016 , n° 383771, Min. Écologie, Développement durable et Énergie / Sté Smurfit Kappa Papier recyclé : JurisData n° 2016-002607 (<i>Environnement</i>).....	alerte 38 (avr.)	CE, 6 avr. 2016 , n° 380570, Blanc et a. : JurisData n° 2016-006503 (<i>Contrôle de la conventionnalité d'une loi organique</i>).....	comm. 50 (août-sept.)
CE, 17 févr. 2016 , n° 371453, Centre national de la fonction publique territoriale : JurisData n° 2016-002606 (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 39 (avr.)	TA Rennes, 8 avr. 2016 , n° 14864, n° 14866 et n° 144118 : JurisData n° 2016-010324 (<i>Intérêt à agir</i>).....	comm. 43 (juin)
CE, 17 févr. 2016 , n° 380116, Région Poitou-Charentes : JurisData n° 2016-003055 (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 40 (avr.)	T. confl., 11 avr. 2016 , n° 4043, Sté Fosmax Lng / Sté TCM FR Technimont et Saipem : JurisData n° 2016-010040 (<i>Compétence administrative ou judiciaire</i>).....	alerte 78 (juin)
CE, 17 févr. 2016 , n° 368342, Région Rhône-Alpes : JurisData n° 2016-002706 (<i>Coopération décentralisée</i>).....	comm. 36 (juin)	T. confl., 11 avr. 2016 , n° 4049, Michel / CNRS : JurisData n° 2016-009109 (<i>Compétence administrative ou judiciaire</i>).....	alerte 79 (juin)
Cons. const., 19 févr. 2016 , n° 2016-536 QPC : JurisData n° 2016-002623 (<i>Constitution</i>).....	alerte 23 (mars)	CE, 13 avr. 2016 , n° 391431, Cne Baillargues : JurisData n° 2016-007027 (<i>Domaine public</i>).....	alerte 69 (juin)
Cons. const., 19 févr. 2016 , n° 2016-535 QPC : JurisData n° 2016-002621 (<i>Constitution</i>).....	alerte 24 (mars)	CE, 13 avr. 2016 , n° 391431, Cne Baillargues : JurisData n° 2016-007027 (<i>Domanialité publique virtuelle</i>).....	comm. 53 (oct.)
CE, 26 févr. 2016 , n° 389258, SCI Jenapy 01 : JurisData n° 2016-003596 (<i>Domaine</i>).....	alerte 41 (avr.)	CE, 15 avr. 2016 , n° 387475, n° 388441, n° 388591, n° 388628, n° 388629, n° 388656, n° 390519, n° 391332, Fédération nationale des associations d'usagers des transports et a. : JurisData n° 2016-007022 (<i>Transports</i>).....	alerte 70 (juin)
CE, 7 ^e et 2 ^e sous-sect., 26 févr. 2016 , n° 384424, SICUDEF / CLIMADEF : JurisData n° 2016-003583 (<i>Biens de retour</i>).....	comm. 38 (juin)	CE, 15 avr. 2016 , n° 393721, Assoc. Vent de Colère ! et a. : JurisData n° 2016-007129 (<i>Aides d'État</i>).....	comm. 54 (oct.)
CE, 26 févr. 2016 , n° 383935, Syndicat des copropriétaires de l'immeuble « Le Mercure » : JurisData n° 2016-003074 (<i>Servitude conventionnelle</i>).....	comm. 39 (juin)	Cons. const., 21 avr. 2016 , n° 2016-729 DC (<i>Élections</i>).....	alerte 66 (juin)
CE, 26 févr. 2016 , n° 389258, SCI Jenapy 01 : JurisData n° 2016-003596 (<i>Ouvrage public par accessoire</i>).....	comm. 49 (août-sept.)	Cons. const., 21 avr. 2016 , n° 2016-730 DC (<i>Élections</i>).....	alerte 67 (juin)
Mars		Mai	
Cons. const., 2 mars 2016 , n° 2015-524 QPC : JurisData n° 2015-003506 (<i>Police</i>).....	alerte 36 (avr.)	CE, 4 mai 2016 , n° 395466 : JurisData n° 2016-008552 (<i>Question prioritaire de constitutionnalité</i>).....	alerte 83 (juill.)
CE, 9 mars 2016 , n° 375467, ANODE : JurisData n° 2016-004171 (<i>Régulation environnementale</i>).....	comm. 47 (juill.)	CE, 4 mai 2016 , n° 380548, Delay : JurisData n° 2016-008473 (<i>Procédure</i>).....	alerte 86 (juill.)
CE, 16 mars 2016 , n° 369417, Assoc. nationale des opérateurs détaillants en énergie : JurisData n° 2016-004894 (<i>Contentieux</i>).....	alerte 54 (mai)	Cons. const., 10 mai 2016 , n° 2016-540 QPC, Sté civile Groupement foncier rural Namin : JurisData n° 2016-008853 (<i>Servitude de non utilisation saisonnière des chalets d'alpage et bâtiments d'estive</i>).....	comm. 66 (déc.)
CE, 16 mars 2016 , n° 377874, SAS RAPA : JurisData n° 2016-005246 (<i>Aides publiques économiques</i>).....	alerte 55 (mai)	CE, 11 mai 2016 , n° 390118, Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : JurisData n° 2016-008937 (<i>Domaine</i>).....	alerte 84 (juill.)
CE, 16 mars 2016 , n° 378675, Stamboul : JurisData n° 2016-005392 (<i>Qualité de partie à l'instance</i>).....	comm. 45 (juill.)		

CE, **11 mai 2016**, n° 387484, Sté Météo France :
JurisData n° 2016-008953 (*Environnement*) **alerte 85 (juill.)**

CE, **11 mai 2016**, n° 383768, Rouveyre : JurisData
n° 2016-008934 (*Contrats de partenariat*) **comm. 46 (juill.)**

CE, **13 mai 2016**, n° 394795, Élections départementales
dans le canton de Reims 4 (Marne) : JurisData n° 2016-
008940 (*Droit électoral*) **alerte 82 (juill.)**

Cons. const., **18 mai 2016**, n° 2016-542 QPC : JurisData
n° 2016-009284 (*Question prioritaire de
constitutionnalité*) **alerte 87 (juill.)**

Cons. const., **24 mai 2016**, n° 2016-543 QPC : JurisData
n° 2016-009675 (*Droits fondamentaux*) **alerte 88 (juill.)**

Trib. UE, **26 mai 2016**, n° T-479/11 et T-157/12 (*Aides
d'État*) **comm. 60 (nov.)**

CE, ass., **31 mai 2016**, n° 393881, Jacob : JurisData
n° 2016-010698 (*Rapport entre constitutionnalité et
conventionnalité*) **comm. 51 (oct.)**

Juin

T. confl., **6 juin 2016**, n° 4051, Cne Aragnouet c/ Cne
Vignec : JurisData n° 2016-011720 (*Domaine privé*) **comm. 52 (oct.)**

CE, ord., **6 juin 2016**, n° 400382 : JurisData n° 2016-
021461 (*Contentieux administratif de l'urgence*) **comm. 55 (nov.)**

CE, **8 juin 2016**, n° 394348 : JurisData n° 2016-011563
(*Décret de déchéance de nationalité*) **comm. 61 (déc.)**

CE, ord. référé, **13 juin 2016**, n° 399765, n° 399767,
n° 399772, Sté Ménarini : JurisData n° 2016-011801
(*Sécurité juridique*) **comm. 62 (déc.)**

Juillet

CE, sect., **1^{er} juill. 2016**, n° 393082, n° 393524, Institut
d'ostéopathie de Bordeaux : JurisData n° 2016-013161
(*Acte administratif*) **alerte 114 (oct.)**

CE, sect., **1^{er} juill. 2016**, n° 363047, n° 363134, Cne
Emerainville et syndicat d'agglomération nouvelle de
Marne-la-Vallée-Val-Maubuée : JurisData n° 2016-
013162 (*Acte administratif*) **alerte 115 (oct.)**

T. confl., **4 juill. 2016**, n° 4055, Sté JSC Investissement,
Sté SODEC c/ Aéroports de Paris : JurisData n° 2016-
013321 (*Domaine*) **alerte 109 (août-sept.)**

T. confl., **4 juill. 2016**, n° 4059, Métropole de Lyon c/
Caisse d'épargne et de prévoyance de Rhône-Alpes
(*Compétence*) **alerte 123 (oct.)**

CE, ass., **6 juill. 2016**, n° 398234, n° 399135, Napol et
a. : JurisData n° 2016-012962 (*État d'urgence*) **alerte 100 (août-sept.)**

CE, **6 juill. 2016**, n° 390031, Syndicat CGT des cadres et
techniciens parisiens des services publics territoriaux et
a. : JurisData n° 2016-013306 (*Libertés fondamentales*) **alerte 116 (oct.)**

CE, ass., avis, **6 juill. 2016**, n° 398234 et n° 399135,
Napol et a. : JurisData n° 2016-012962 (*Perquisitions
administratives*) **comm. 58 (nov.)**

CE, **8 juill. 2016**, n° 389745, Fédération des promoteurs
immobiliers : JurisData n° 2016-013304 (*Acte
administratif*) **alerte 117 (oct.)**

CE, **11 juill. 2016**, n° 375977 et n° 376457, Min.
Intérieur et min. Défense c/ IC. : JurisData n° 2016-
013678 (*Informations sensibles pour la sûreté de l'État*) **comm. 56 (nov.)**

CEDH, **12 juill. 2016**, n° 56324/13, A. M. c/ France :
JurisData n° 2016-016112 (*Étrangers*) **alerte 118 (oct.)**

CE, ass., **13 juill. 2016**, n° 387763, Czabaj : JurisData
n° 2016-013776 (*Acte administratif*) **alerte 101 (août-sept.)**

CE, sect., **13 juill. 2016**, n° 400074, Min. Affaires
sociales et Santé : JurisData n° 2016-013827 (*Collectivités
territoriales*) **alerte 102 (août-sept.)**

CE, sect., **13 juill. 2016**, n° 388150, Sté GDF Suez :
JurisData n° 2016-013783 (*Autorités de régulation*) **alerte 103 (août-sept.)**

CE, sect., **13 juill. 2016**, n° 388150, Sté GDF Suez :
JurisData n° 2016-013783 (*Actes de droit souple*) **comm. 48 (août-sept.)**

CE, ass., **13 juill. 2016**, n° 387763 : JurisData n° 2016-
013776 (*Délai raisonnable*) **comm. 63 (déc.)**

Cons. const., **28 juill. 2016**, n° 2016-732 DC, JO 11 août
2016, texte n° 2 (*Vie publique*) **alerte 98 (août-sept.)**

Août

Cons. const., **4 août 2016**, n° 2016-736 DC : JurisData
n° 2016-014800 (*Procédure législative*) **alerte 99 (août-sept.)**

CE, référé, **26 août 2016**, n° 402742 et n° 402777,
Ligue des droits de l'homme et a. (*Libertés
fondamentales*) **alerte 104 (août-sept.)**

CE, ord., **26 août 2016**, n° 402742 et n° 402777, Ligue
des droits de l'homme et a., Assoc. de défense des droits
de l'homme Collectif contre l'islamophobie en France :
JurisData n° 2016-015886 (*Ordre public*) **comm. 59 (nov.)**

Septembre

CEDH, **1^{er} sept. 2016**, n° 48158/11 (*Autorités
administratives indépendantes*) **alerte 119 (oct.)**

T. confl., **5 sept. 2016**, n° 4069, Nouvel c/ Assoc.
Philharmonie de Paris : JurisData n° 2016-018210
(*Compétence administrative*) **alerte 137 (nov.)**

CJUE, **7 sept. 2016**, n° C-121/15, Assoc. nationale des
opérateurs détaillants en énergie (ANODE) c/ Premier
ministre (*Services publics et régulation*) **alerte 134 (nov.)**

CJUE, **7 sept. 2016**, n° C-121/15, ANODE (*Énergie*) **comm. 65 (déc.)**

CJUE, **14 sept. 2016**, n° C-16/15, Pérez Lopez c/ Servicio
Madrileño de Salud (*Fonction publique*) **alerte 133 (nov.)**

Cass. 3^e civ., **15 sept. 2016**, n° 15-21.916, SADEV 94 :
JurisData n° 2016-018596 (*Urbanisme*) **alerte 132 (nov.)**

Cons. const., **16 sept. 2016**, n° 2016-565 QPC
(*Collectivités territoriales*) **alerte 112 (oct.)**

CE, **21 sept. 2016**, n° 399656, n° 399699, Communauté
urbaine du Grand Dijon et Sté Keolis : JurisData n° 2016-
019629 (*Contrats*) **alerte 128 (nov.)**

CE, **21 sept. 2016**, n° 398231, Syndicat intercommunal
pour les transports urbains de la région de Valenciennes :
JurisData n° 2016-020345 (*Procédure*) **alerte 130 (nov.)**

Cons. const., **23 sept. 2016**, n° 2016-567/568 QPC
(*Libertés fondamentales*) **alerte 113 (oct.)**

CE, **26 sept. 2016**, n° 385627, de Simencourt : JurisData
n° 2016-020345 (*Procédure*) **alerte 129 (nov.)**

CE, **26 sept. 2016**, n° 399656, Communauté urbaine du
Grand Dijon : JurisData n° 2016-019629 (*Objet du
contrat de délégation de service public*) **comm. 64 (déc.)**

Cons. const., **29 sept. 2016**, n° 2016-570 QPC, JO
1^{er} oct. 2016, texte n° 57 (*Droit pénal des affaires*) **alerte 125 (nov.)**

Cons. const., **30 sept. 2016**, n° 2016-572 QPC, JO 2 oct.
2016, texte n° 59 (*Droit pénal des affaires*) **alerte 126 (nov.)**

Octobre

Cons. const., **5 oct. 2016**, n° 2016-579 QPC, JO 7 oct.
2016, texte n° 125 (*Libertés fondamentales*) **alerte 127 (nov.)**

CE, sect., **7 oct. 2016**, n° 395211, Cne Bordeaux :
JurisData n° 2016-020964 (*Urbanisme*) **alerte 142 (déc.)**

CE, **12 oct. 2016**, n° 396170, Syndicat national des
entreprises des loisirs marchands et a. : JurisData
n° 2016-021565 (*Acte administratif*) **alerte 143 (déc.)**

CE, **19 oct. 2016**, n° 400688, Sottani : JurisData
n° 2016-022735 (*Données à caractère personnel*) **alerte 145 (déc.)**

CE, **19 oct. 2016**, n° 396958, Chapron-Feron : JurisData
n° 2016-022721 (*Vie privée*) **alerte 146 (déc.)**

CEDH, gde ch., **20 oct. 2016**, n° 7334/13, Mursic c/
Croatie (*Cour européenne des droits de l'homme*) **alerte 150 (déc.)**

Cons. const., **21 oct. 2016**, n° 2016-590 QPC : JurisData
n° 2016-022161 (*Communication électronique*) **alerte 140 (déc.)**

Cons. const., **21 oct. 2016**, n° 2016-588 QPC : JurisData
n° 2016-022006 (*Collectivités territoriales*) **alerte 141 (déc.)**

CE, **21 oct. 2016**, n° 380433, Région Auvergne :
JurisData n° 2016-021636 (*Fonction publique*) **alerte 144 (déc.)**

CJUE, **26 oct. 2016**, n° C-211/15, Orange c/ Commission
(*Aides publiques économiques*) **alerte 151 (déc.)**

Novembre

Cons. const., **4 nov. 2016**, n° 2016-594 QPC, JO 6 nov.
2016, texte n° 30 (*Procédure pénale*) **alerte 139 (déc.)**

TABLE ALPHABÉTIQUE DU NOM DES PARTIES

A

Abcur AB , CJUE, 16 juill. 2015, n° C-544/13 et C-545/13 (<i>Préparations magistrales de pharmaciens</i>).....	comm. 32 (mai)
Allenbach et a. , CE, 27 oct. 2015, n° 93026, n° 393488, n° 393622, n° 393659, n° 393724 : JurisData n° 2015-025058 (<i>Conventionnalité d'une loi</i>).....	comm. 12 (févr.)
ANODE , CE, 9 mars 2016, n° 375467 : JurisData n° 2016-004171 (<i>Régulation environnementale</i>).....	comm. 47 (juill.)
ANODE , CJUE, 7 sept. 2016, n° C-121/15 (<i>Énergie</i>).....	comm. 65 (déc.)
Assoc. générale contre le racisme et pour la défense de l'identité française chrétienne et SARL Les productions de la Plume et a. (AGRIF) , CE, 9 nov. 2015, n° 376107 : JurisData n° 2015-025060 (<i>Mesures de police administrative générale</i>).....	comm. 17 (mars)
Assoc. nationale des opérateurs détaillants en énergie , CE, 16 mars 2016, n° 369417 : JurisData n° 2016-004894 (<i>Contentieux</i>).....	alerte 54 (mai)
Assoc. nationale des opérateurs détaillants en énergie (ANODE) c/ Premier ministre , CJUE, 7 sept. 2016, n° C-121/15 (<i>Services publics et régulation</i>).....	alerte 134 (nov.)
Assoc. Vent de Colère ! et a. , CE, 15 avr. 2016, n° 393721 : JurisData n° 2016-007129 (<i>Aides d'État</i>).....	comm. 54 (oct.)

B

Belhafiane , T. confl., 16 nov. 2015, n° 4036 : JurisData n° 2015-027026 (<i>Responsabilité de la personne publique par substitution à l'agent public fautif</i>).....	comm. 27 (mai)
Benabdellah , CE sect., 5 févr. 2016, n° 393540 : JurisData n° 2016-001645 (<i>Référé-mesures utiles</i>).....	comm. 28 (mai)
Blanc et a. , CE, 6 avr. 2016, n° 380570 : JurisData n° 2016-006503 (<i>Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales</i>).....	alerte 68 (juin)
Blanc et a. , CE, 6 avr. 2016, n° 380570 : JurisData n° 2016-006503 (<i>Contrôle de la conventionnalité d'une loi organique</i>).....	comm. 50 (août-sept.)
Boutet-Waiss , CE, 27 janv. 2016, n° 384873 : JurisData n° 2016-001473 (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 27 (mars)

C

Caisse d'épargne et de prévoyance du Languedoc-Roussillon , CE, 20 janv. 2016, n° 374950 : JurisData n° 2016-000854 (<i>Autorités administratives indépendantes</i>).....	alerte 28 (mars)
Centre culturel de Lagos , CE, 30 déc. 2015, n° 385176 : JurisData n° 2015-029254 (<i>Responsabilité du comptable public</i>).....	comm. 30 (mai)
Centre hospitalier de Perpignan , CE, 30 mars 2016, n° 375529 : JurisData n° 2016-005836 (<i>Contrats</i>).....	alerte 52 (mai)
Centre national de la fonction publique territoriale , CE, 17 févr. 2016, n° 371453 : JurisData n° 2016-002606 (<i>Fonction publique</i>).....	alerte 39 (avr.)
Chapron-Feron , CE, 19 oct. 2016, n° 396958 : JurisData n° 2016-022721 (<i>Vie privée</i>).....	alerte 146 (déc.)
Cne Aragnouet c/ Cne Vignec , T. confl., 6 juin 2016, n° 4051 : JurisData n° 2016-011720 (<i>Domaine privé</i>).....	comm. 52 (oct.)
Cne Baillargues , CE, 13 avr. 2016, n° 391431 : JurisData n° 2016-007027 (<i>Domaine public</i>).....	alerte 69 (juin)
Cne Baillargues , CE, 13 avr. 2016, n° 391431 : JurisData n° 2016-007027 (<i>Domianalité publique virtuelle</i>).....	comm. 53 (oct.)
Cne Bordeaux , CE sect., 7 oct. 2016, n° 395211 : JurisData n° 2016-020964 (<i>Urbanisme</i>).....	alerte 142 (déc.)
Cne Chambourcy , CE ord., 9 oct. 2015, n° 393895 : JurisData n° 2015-022257 (<i>Contentieux</i>).....	comm. 2 (janv.)
Cne Châtillon-sur-Seine , CE, 14 oct. 2015, n° 375577 : JurisData n° 2015-022765 (<i>Incessibilité des propriétés publiques en dessous de leur valeur réelle</i>).....	comm. 9 (févr.)
Cne Emerainville et syndicat d'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée-Val-Maubuée , CE sect., 1 ^{er} juill. 2016, n° 363047, n° 363134 : JurisData n° 2016-013162 (<i>Acte administratif</i>).....	alerte 115 (oct.)
Cne Neuves-Maisons , CE, 2 nov. 2015, n° 373896 : JurisData n° 2015-024571 (<i>Affectation d'un bien à l'usage direct du public</i>).....	comm. 13 (mars)
Cne Saint-Michel-sur-Orge , CE, 15 avr. 2015, n° 376229 : JurisData n° 2015-008421 (<i>Responsabilité décennale des constructeurs</i>).....	comm. 18 (mars)
Cne Venelles , C. comptes 4 ^e ch., 10 sept. 2015 (<i>Marchés publics</i>).....	comm. 11 (févr.)
Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Île-de-France des sociétés ERDF et GRDF , T. confl., 11 janv. 2016, n° 4038 : JurisData n° 2016-001915 (<i>Compétence</i>).....	alerte 34 (mars)
Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Île-de-France des sociétés ERDF et GRDF , T. confl., 11 janv. 2016, n° 4038 : JurisData n° 2016-001915 (<i>Personne privée gestionnaire d'un service public industriel et commercial</i>).....	comm. 44 (juill.)
Communauté d'agglomération du centre de la Martinique , CE, 4 avr. 2016, n° 396191 : JurisData n° 2016-006553 (<i>Contrats</i>).....	alerte 71 (juin)
Communauté intercommunale des villes solidaires , CE, 20 janv. 2016, n° 394133 : JurisData n° 2016-000605 (<i>Contrats</i>).....	alerte 26 (mars)
Communauté urbaine du Grand Dijon et Sté Keolis , CE, 21 sept. 2016, n° 399656 : JurisData n° 2016-019629 (<i>Objet du contrat de délégation de service public</i>).....	comm. 64 (déc.)
Communauté urbaine du Grand Dijon et Sté Keolis , CE, 21 sept. 2016, n° 399656, n° 399699 : JurisData n° 2016-019629 (<i>Contrats</i>).....	alerte 128 (nov.)
Communauté urbaine Marseille Provence Métropole , CE, 11 mai 2016, n° 390118 : JurisData n° 2016-008937 (<i>Domaine</i>).....	alerte 84 (juill.)
Czabaj , CE ass., 13 juill. 2016, n° 387763 : JurisData n° 2016-013776 (<i>Acte administratif</i>).....	alerte 101 (août-sept.)

D

De Simencourt , CE, 26 sept. 2016, n° 385627 : JurisData n° 2016-020345 (<i>Procédure</i>).....	alerte 129 (nov.)
Delay , CE, 4 mai 2016, n° 380548 : JurisData n° 2016-008473 (<i>Procédure</i>).....	alerte 86 (juill.)
Dupin , CE, 30 déc. 2015, n° 384321 : JurisData n° 2015-029253 (<i>Acte de gouvernement</i>).....	comm. 35 (juin)

E

Écologie pour Le Havre , CAA Douai, 15 oct. 2015, n° 14DA02064 : JurisData n° 2015-027553 (<i>Espèces protégées</i>).....	comm. 4 (janv.)
Élections départementales dans le canton de Reims 4 (Marne) , CE, 13 mai 2016, n° 394795 : JurisData n° 2016-008940 (<i>Droit électoral</i>).....	alerte 82 (juill.)

F

Fédération des promoteurs immobiliers , CE, 8 juill. 2016, n° 389745 : JurisData n° 2016-013304 (<i>Acte administratif</i>).....	alerte 117 (oct.)
Fédération nationale des associations d'usagers des transports et a. , CE, 15 avr. 2016, n° 387475, n° 388441, n° 388591, n° 388628, n° 388629, n° 388656, n° 390519, n° 391332 : JurisData n° 2016-007022 (<i>Transports</i>).....	alerte 70 (juin)

H

Haut-commissaire de la République en Polynésie française , TA Polynésie française, 27 oct. 2015, n° 1500264 : JurisData n° 2015-027798 (<i>Polynésie française</i>).....	comm. 1 (janv.)
---	------------------------

Table alphabétique du nom des parties

I

Institut d'ostéopathie de Bordeaux, CE sect., 1^{er} juill. 2016, n° 393082, n° 393524 : JurisData n° 2016-013161 (*Acte administratif*)..... **alerte 114 (oct.)**

J

Jacob, CE ass., 31 mai 2016, n° 393881 : JurisData n° 2016-010698 (*Rapport entre constitutionnalité et conventionnalité*)..... **comm. 51 (oct.)**

L

Ligue des droits de l'homme et a., CE référé, 26 août 2016, n° 402742 et n° 402777 (*Libertés fondamentales*)..... **alerte 104 (août-sept.)**

Ligue des droits de l'homme et a., Assoc. de défense des droits de l'homme Collectif contre l'islamophobie en France, CE ord., 26 août 2016, n° 402742 et n° 402777 : JurisData n° 2016-015886 (*Ordre public*)..... **comm. 59 (nov.)**

M

M'Bala M'Bala c/ France, CEDH, 10 nov. 2015, n° 25239/13 : JurisData n° 2015-024678 (*Cour européenne des droits de l'homme*)..... **alerte 5 (janv.)**

Métropole de Lyon c/ Caisse d'épargne et de prévoyance de Rhône-Alpes, T. confl., 4 juill. 2016, n° 4059 (*Compétence*)..... **alerte 123 (oct.)**

Métropole européenne de Lille c/ Sté Strabag Umweltanlagen GmbH et a., T. confl., 16 nov. 2015, n° 4029 : JurisData n° 2015-025781 (*Compétence judiciaire*)..... **alerte 10 (janv.)**

Michaux et Fry, CE avis, 10 févr. 2016, n° 394594, n° 394595 : JurisData n° 2016-002039 (*Enseignement*)..... **alerte 37 (avr.)**

Michel c/ CNRS, T. confl., 11 avr. 2016, n° 4049 : JurisData n° 2016-009109 (*Compétence administrative ou judiciaire*)..... **alerte 79 (juin)**

Min. Affaires sociales et Santé, CE sect., 13 juill. 2016, n° 400074 : JurisData n° 2016-013827 (*Collectivités territoriales*)..... **alerte 102 (août-sept.)**

Min. Affaires sociales, Santé et Droits des femmes c/ Mme A., CE, 25 nov. 2015, n° 383220 : JurisData n° 2015-026269 (*Responsabilité du centre national de gestion*)..... **comm. 24 (avr.)**

Min. Culture et Communication c/ Gouarin, CE, 30 mars 2016, n° 377945 : JurisData n° 2016-007420 (*Patrimoine*)..... **alerte 53 (mai)**

Min. Écologie, Développement durable et Énergie c/ Sté Smurfit Kappa Papier recyclé, CE, 17 févr. 2016, n° 383771 : JurisData n° 2016-002607 (*Environnement*)..... **alerte 38 (avr.)**

Min. Intérieur et min. Défense c/ C., CE, 11 juill. 2016, n° 375977 et n° 376457 : JurisData n° 2016-013678 (*Informations sensibles pour la sûreté de l'État*)..... **comm. 56 (nov.)**

Molinier, CE sect., 30 mars 2016, n° 383037 : JurisData n° 2016-005847 (*Urbanisme*)..... **alerte 56 (mai)**

Mursic c/ Croatie, CEDH gde ch., 20 oct. 2016, n° 7334/13 (*Cour européenne des droits de l'homme*)..... **alerte 150 (déc.)**

N

Napol et a., CE ass., 6 juill. 2016, n° 398234, n° 399135 : JurisData n° 2016-012962 (*État d'urgence*)..... **alerte 100 (août-sept.)**

Napol et a., CE ass., avis, 6 juill. 2016, n° 398234 et n° 399135 : JurisData n° 2016-012962 (*Perquisitions administratives*)..... **comm. 58 (nov.)**

Nouvel c/ Assoc. Philharmonie de Paris, T. confl., 5 sept. 2016, n° 4069 : JurisData n° 2016-018210 (*Compétence administrative*)..... **alerte 137 (nov.)**

O

Orange c/ Commission, CJUE, 26 oct. 2016, n° C-211/15 (*Aides publiques économiques*)..... **alerte 151 (déc.)**

P

Pérez Lopez c/ Servicio Madrileño de Salud, CJUE, 14 sept. 2016, n° C-16/15 (*Fonction publique*)..... **alerte 133 (nov.)**

Préfet de l'Hérault c/ Cne Béziers, TA Montpellier ord., 19 janv. 2016, n° 1506697 : JurisData n° 2016-020789 (*Délégation prohibée d'une mission de police administrative*)..... **comm. 57 (nov.)**

Préfet du Var, TA Toulon, 24 mars 2016, n° 1303652 : JurisData n° 2016-009686 (*Constructibilité en zone naturelle*)..... **comm. 41 (juin)**

R

Ramouche, TA La Réunion, 15 déc. 2015, n° 1301076 : JurisData n° 2015-030886 (*Administration pénitentiaire*)..... **comm. 26 (avr.)**

Région Auvergne, CE, 21 oct. 2016, n° 380433 : JurisData n° 2016-021636 (*Fonction publique*)..... **alerte 144 (déc.)**

Région Île-de-France c/ M. N. et a., T. confl., 16 nov. 2015, n° 4035 : JurisData n° 2015-027028 (*Régulation des contrats administratifs*)..... **comm. 19 (mars)**

Région Île-de-France c/ M. N. et a., T. confl., 16 nov. 2015, n° 4035 : JurisData n° 2015-027028 (*Compétence administrative*)..... **alerte 12 (janv.)**

Région Poitou-Charentes, CE, 17 févr. 2016, n° 380116 : JurisData n° 2016-003055 (*Fonction publique*)..... **alerte 40 (avr.)**

Région Rhône-Alpes, CE, 17 févr. 2016, n° 368342 : JurisData n° 2016-002706 (*Coopération décentralisée*)..... **comm. 36 (juin)**

Rouveyre, CE, 11 mai 2016, n° 383768 : JurisData n° 2016-008934 (*Contrats de partenariat*)..... **comm. 46 (juill.)**

S

SADEV 94, Cass. 3^e civ., 15 sept. 2016, n° 15-21.916 : JurisData n° 2016-018596 (*Urbanisme*)..... **alerte 132 (nov.)**

SARL Cathédrale d'Images, CE, 15 févr. 2016, n° 384228 : JurisData n° 2016-002514 (*Affectation d'un bien à une mission de service public*)..... **comm. 29 (mai)**

SAS RAPA, CE, 16 mars 2016, n° 377874 : JurisData n° 2016-005246 (*Aides publiques économiques*)..... **alerte 55 (mai)**

SCI Jenapy 01, CE, 26 févr. 2016, n° 389258 : JurisData n° 2016-003596 (*Domaine*)..... **alerte 41 (avr.)**

SCI Jenapy 01, CE, 26 févr. 2016, n° 389258 : JurisData n° 2016-003596 (*Ouvrage public par accessoire*)..... **comm. 49 (août-sept.)**

SCI Les II C et a., CE, 18 nov. 2015, n° 390461 : JurisData n° 2015-025773 (*Autorisations d'occupation du domaine public*)..... **comm. 23 (avr.)**

SICUDEF c/ CLIMADEF, CE 7^e et 2^e sous-sect., 26 févr. 2016, n° 384424 : JurisData n° 2016-003583 (*Biens de retour*)..... **comm. 38 (juin)**

Sottani, CE, 19 oct. 2016, n° 400688 : JurisData n° 2016-022735 (*Données à caractère personnel*)..... **alerte 145 (déc.)**

Stamboul, CE, 16 mars 2016, n° 378675 : JurisData n° 2016-005392 (*Qualité de partie à l'instance*)..... **comm. 45 (juill.)**

Sté civile Groupement foncier rural Namin, Cons. const., 10 mai 2016, n° 2016-540 QPC : JurisData n° 2016-008853 (*Servitude de non-utilisation saisonnière des chalets d'alpage et bâtiments d'estive*)..... **comm. 66 (déc.)**

Sté Fairvesta International GmbH et a., CE, 21 mars 2016, n° 368082, n° 368083, n° 368084 : JurisData n° 2016-004898 (*Recours contre les actes non décisionnaires des autorités de régulation*)..... **comm. 20 (avr.)**

Sté Fairvesta International GmbH et a., CE ass., 21 mars 2016, n° 368082, n° 368083, n° 368084 : JurisData n° 2016-004898 (*Contrôle des actes de droit souple*)..... **comm. 34 (mai)**

Sté Fairvesta International GmbH et a. c/ Autorité des marchés financiers, T. confl., 16 nov. 2015, n° 4026 : JurisData n° 2015-025779 (*Compétence administrative*)..... **alerte 9 (janv.)**

Sté Fosmax Lng c/ Sté TCM FR Technimont et Saipem, T. confl., 11 avr. 2016, n° 4043 : JurisData n° 2016-010040 (*Compétence administrative ou judiciaire*)..... **alerte 78 (juin)**

Sté GDF Suez, CE sect., 13 juill. 2016, n° 388150 : JurisData n° 2016-013783 (*Autorités de régulation*)..... **alerte 103 (août-sept.)**

Sté GDF Suez, CE sect., 13 juill. 2016, n° 388150 : JurisData n° 2016-013783 (*Actes de droit souple*)..... **comm. 48 (août-sept.)**

Table alphabétique du nom des parties

Sté JSC Investissement, Sté SODEC c/ Aéroports de Paris , T. confl., 4 juill. 2016, n° 4055 : JurisData n° 2016-013321 (<i>Domaine</i>).....	alerte 109 (août-sept.)
Sté Le jardin d'acclimatation , CE, 12 nov. 2015, n° 387660 : JurisData n° 2015-025072 (<i>Résiliation d'une concession domaniale</i>).....	comm. 22 (avr.)
Sté Ménarini , CE ord. référé, 13 juin 2016, n° 399765, n° 399767, n° 399772 : JurisData n° 2016-011801 (<i>Sécurité juridique</i>).....	comm. 62 (déc.)
Sté Météo France , CE, 11 mai 2016, n° 387484 : JurisData n° 2016-008953 (<i>Environnement</i>).....	alerte 85 (juill.)
Sté NC Numericable , CE ass., 21 mars 2016, n° 390023 : JurisData n° 2016-004897 (<i>Contrôle des actes de droit souple</i>).....	comm. 34 (mai)
Sté NC Numéricable , CE, 21 mars 2016, n° 390023 : JurisData n° 2016-004897 (<i>Recours contre les actes non décisionnaires des autorités de régulation</i>).....	comm. 20 (avr.)
Sté Prest'air , CE, 18 sept. 2015, n° 387315 : JurisData n° 2015-020567 (<i>Conventions d'occupation du domaine public</i>).....	comm. 3 (janv.)
Sté SAUR SAS , Cons. const., 29 mai 2015, n° 2015-470 QPC : JurisData n° 2015-013248 (<i>Continuité du service public de la distribution d'eau</i>).....	comm. 33 (mai)
Sté Unibéton c/ Cne Prayssas , CE, 4 avr. 2016, n° 394196 : JurisData n° 2016-006515 (<i>Responsabilité décennale des constructeurs</i>).....	comm. 37 (juin)
Syndicat CGT des cadres et techniciens parisiens des services publics territoriaux et a. , CE, 6 juill. 2016, n° 390031 : JurisData n° 2016-013306 (<i>Libertés fondamentales</i>).....	alerte 116 (oct.)
Syndicat des copropriétaires de l'immeuble « Le Mercure » , CE, 26 févr. 2016, n° 383935 : JurisData n° 2016-003074 (<i>Servitude conventionnelle</i>).....	comm. 39 (juin)
Syndicat intercommunal pour les transports urbains de la région de Valenciennes , CE, 21 sept. 2016, n° 398231 : JurisData n° 2016-020345 (<i>Procédure</i>).....	alerte 130 (nov.)
Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport , CE sect., 5 févr. 2016, n° 383149 : JurisData n° 2016-001643 (<i>Contrats</i>).....	alerte 21 (mars)
Syndicat mixte des transports en commun Hérault Transport , CE sect., 5 févr. 2016, n° 383149 : JurisData n° 2016-001643 (<i>Recours en contestation de validité du contrat</i>).....	comm. 21 (avr.)
Syndicat national des entreprises des loisirs marchands et a. , CE, 12 oct. 2016, n° 396170 : JurisData n° 2016-021565 (<i>Acte administratif</i>).....	alerte 143 (déc.)

Collectivités territoriales

- **Les prochaines échéances de la mise en oeuvre des schémas de coopération intercommunale,**
par Kévin HOLTERBACH, avocat, SCP Bignon Lebray..... **prat. 4 (juin)**

Contrats

- **Désignation d'un expert agréé par le CHSCT et commande publique,**
par Céline ROJANO, avocat au barreau de Paris, cabinet Cornet Vincent Segurel..... **prat. 8 (nov.)**

Fonction publique

- **Régime du lanceur d'alerte au sein de la fonction publique,**
par Pierre VILLENEUVE, directeur régional achats, préfecture de région Bretagne, vice-président de l'Association nationale des juristes territoriaux (ANJT)..... **prat. 3 (mai)**
- **Régime et prévention du harcèlement moral dans la fonction publique,**
par Pierre VILLENEUVE, directeur régional achats, préfecture de région Bretagne, vice-président de l'Association nationale des juristes territoriaux (ANJT)..... **prat. 6 (août-sept.)**

Formulaire administratif

- **Le dialogue électronique dans le Code des relations entre le public et l'Administration,**
par Thierry PIETTE-COUDOL, avocat au barreau de Paris..... **prat. 1 (mars)**

Responsabilité

- **GEMAPI : vers une clarification des responsabilités des élus et des personnes morales de droit public ?,**
par Lucien DELEYE, avocat au barreau de Lille, cabinet Bignon Lebray..... **prat. 7 (oct.)**

Urbanisme

- **La procédure du sursis à statuer de l'article L. 600-5-1 du Code de l'urbanisme en vue de la régularisation d'un permis de construire,**
par Emmanuelle BARON, avocate, Cabinet Bardon & de Faÿ..... **prat. 2 (avr.)**
- **Conclusion d'une convention de Projet urbain partenarial dans le cas d'une pluralité de maîtres d'ouvrages publics,**
par Marie CLÉMENDOT, avocat, Cabinet Bardon & de Faÿ..... **prat. 5 (juill.)**
- **Conclusion d'une convention de Projet urbain partenarial dans le cas d'une pluralité de maîtres d'ouvrages publics,**
par Cyrille BARDON, avocat associé, Cabinet Bardon & de Faÿ..... **prat. 5 (juill.)**

2015

Août

L. n° 2015-992, **17 août 2015** : JO 18 août 2015, p. 14263 (*Loi relative à la transition énergétique*) **comm. 10 (févr.)**

Décembre

Ord. n° 2015-1628, **10 déc. 2015**, relative aux garanties consistant en une prise de position formelle, opposable à l'administration, sur l'application d'une norme à la situation de fait ou au projet du demandeur : JO 11 déc. 2015, p. 22852 (*Procédure*) **alerte 35 (avr.)**

2016

Février

L. n° 2016-87, **2 févr. 2016** : JO 3 févr. 2016, texte n° 1 (*Santé*) **alerte 32 (mars)**

Mars

PE et Cons. UE, règl. (UE) n° 2016/399, **9 mars 2016**, concernant un Code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) : JOUE n° L 77, 23 mars 2016, p. 1 (*Droit de l'Union européenne*) **alerte 61 (mai)**

Avril

Cons. UE, déc. (UE) n° 2016/590, **11 avr. 2016** : JOUE n° L 103, 19 avr. 2016, p. 1 (*Environnement*) **alerte 72 (juin)**

PE et Cons. UE, dir. (UE) n° 2016/681, **27 avr. 2016**, relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites en la matière : JOUE n° L 119, 4 mai 2016, p. 132 (*Données à caractère personnel*) **alerte 77 (juin)**

PE et Cons. UE, dir. (UE) n° 2016/680, **27 avr. 2016**, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil : JOUE n° L 119, 4 mai 2016, p. 89 (*Données à caractère personnel*) **alerte 77 (juin)**

PE et Cons. UE, règl. (UE) n° 2016/679, **27 avr. 2016**, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) : JOUE n° L 119, 4 mai 2016, p. 1 (*Données à caractère personnel*) **alerte 77 (juin)**

© LexisNexis SA 2016

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "

Pub_25 : trda2016_p25.pdf

Pub_26 : trda2016_p26.pdf